

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

30 MARS AU 5 AVRIL 1995

N° 993

10,00 F

GRÈVE DES FONCTIONNAIRES, PARALYSIE ÉCONOMIQUE...

EN CORSE L'ÉTAT RECULE

CORSE : BALLADUR
DONNE DU MOU !



LA GREVE sembla s'enliser chez les agents du Trésor, c'est alors que FO, CGT et FSU ont repris la revendication centrale de « zone zéro » non satisfaite lors du long conflit de 1989.

La vie est chère en Corse. Bastia et Ajaccio étaient les villes les plus chères de France en 1989. C'est par une question d'un journaliste de FR3-Corse que l'île apprend qu'il n'y a pas d'observatoire des prix en Corse (1), donc que l'île est la seule région à ne pas contribuer à alimenter la moyenne nationale, et qu'il n'y

a aucune étude sur le niveau des prix !

Peu à peu, les administrations sont paralysées par la grève qui va durer un bon mois. Le STC et la CFDT rentrent difficilement dans le conflit car l'île a une économie exsangue et la perspective d'un long conflit est inquiétante pour tous.

Le caractère profondément corporatiste des revendications avancées par FO, la CGT et la FSU, pour les seuls fonctionnaires, est fortement dénoncé, car selon le *Sindacatu di travagliadori corse* et la CFDT-

Corsica les salariés du privé et les travailleurs précaires subissent tout autant les effets de la vie chère. Le STC en particulier, peu présent dans la fonction publique à part les PTT, apparaît vite comme le représentant incontesté des intérêts des salariés du privé. A la paralysie des services publics, s'ajoute la menace de la paralysie totale des transports par le STC, qui manie la grève avec prudence, l'île sera alors bloquée totalement durant une journée. STC

(suite p. 3)

3-8 avril 1995
6 semaine de la Presse dans l'Ecole

Souscrivez à hauteur de 400 000 F pour un local commun le Monde libertaire/ Radio Libertaire (chèque à l'ordre de DMC)

T 2137 - 993 - 10,00 F

TOURS

L'autonomie contre l'instrumentalisation

DEPUIS LE 7 FÉVRIER, le Groupe libertaire de Tours (GROLITO) ne fait plus partie du Comité tourangeau pour le droit au logement (CTDAL). Plusieurs raisons concourent à notre départ-exclusion. Mais ceci ne signifie pas, bien au contraire, le retrait du groupe par rapport à cette lutte. Nous continuons d'avoir d'excellents rapports avec les habitants de la maison occupée, de participer concrètement à l'amélioration de la vie quotidienne de ladite maison et nous participons à l'organisation d'une coordination qui a pour but de lutter contre toutes les exclusions. Ainsi, nous avons co-organisé avec le Comité Précaires et Solidaires nantais, le Comité des sans-abri de la rue Saint-Sauveur et le Comité des Travailleurs, chômeurs, précaires en colère de Paris une première rencontre, le 4 mars, à Tours. Il s'agit d'une coordination pour échanger les informations, tenter d'analyser la situation et essayer de proposer des axes de luttes contre toutes les

exclusions ; une coordination pour favoriser l'autonomie des luttes et non leur instrumentalisation.

Tout d'abord, il faut bien parler d'exclusion. En effet, depuis le début de notre participation à la lutte (le 4 janvier), le Groupe libertaire de Tours a fait l'objet de calomnies de la part de plusieurs membres du CTDAL (militants et militantes de la LCR, d'AC ! 37, de la CSF, de la CNT-Bordeaux pour l'essentiel). Ainsi, on nous accusait de vouloir créer « Utopia » (lieu associatif) dans le squatt, de manipuler les SDF. On nous a même reproché d'amener de force les habitants de la maison occupée à nos réunions. On a prétendu que nous étions opposés à ce que ces mêmes habitants remplissent les dossiers de demande de logement (1)... Lorsque nous avons voulu, en assemblée générale, poser le problème sur le thème « soit on arrête les bruits de couloir ou alors on s'explique »,

il n'a pas été possible de le faire, les membres du CTDAL nous interdisant de répondre aux calomnies portées à notre encontre et de poser réellement les problèmes. Les méthodes stalinienne sont loin d'être mortes !

Depuis notre départ, le CTDAL s'est affilié au DAL parisien, a reformulé sa charte qui porte essentiellement sur le problème du logement et en a fini avec la lutte contre l'ensemble des exclusions. Ainsi, le CTDAL préfère se ranger, par l'intermédiaire du DAL, derrière l'association « Droits Devant ». Elle se veut l'outil coordonnant l'ensemble des structures luttant contre les exclusions. On y retrouve le DAL, AC !... « Droits Devant » prépare une mobilisation pour le 8 avril, dont un appel a été diffusé. Il se réduit à revendiquer un certain nombre de droits : droit au logement, au travail... et, en fin de compte, à réclamer une société plus humaine. Il n'y a rien

(suite p. 2)

FOP 2520

PARUTIONS

BROCHURE

Les éditions Décembre du groupe Nestor-Makhno de la FA (groupe de Saint-Etienne) viennent de publier une brochure intitulée *Du fascisme au post-fascisme. Mythes et réalités de la menace fasciste, éléments d'analyse*. 30 pages. Format B5. Prix : 20 F (frais de port inclus). En vente auprès du groupe Makhno c/o CNT-AIT, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne. Chèque à libeller à l'ordre du CESS.

PRESSE

Le n° 117 (mars 95) de *Contre Vents et Marées*, journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes, est paru. Prix : 6 F. Abonnement : 60 F (chèque à l'ordre de « Contre-Courants », « Contre-Courants », La Ladrrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

FEUILLE

Le groupe FA de Clermont-Ferrand diffuse la feuille *Spartacus*. On peut se la procurer, contre un timbre à 2,80 F, en écrivant à FA c/o ATENE0, 8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand.

PRESSE

Le n° 39 (mars 95) d'*Infos et Analyses libertaires*, revue de l'Union régionale Sud-Ouest de la FA, vient de paraître. Il coûte 15 F (24 pages). Abonnement (pour 3/4 numéros) : 75 F (port compris). Abonnement de soutien : 150 F (port compris). Chèque à l'ordre du CES. Pour se procurer *Infos et Analyses libertaires*, écrivez au CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex.

L'autonomie contre l'instrumentalisation

(suite de la « une »)
contre le capitalisme, contre les responsabilités du PS par rapport à la situation actuelle (politique anti-immigrés, développement de la précarité et de l'exclusion, agrandissement de l'écart entre les riches et les pauvres, l'impérialisme — le Rwanda est sans doute déjà oublié, la participation à la guerre du Golfe aussi —, la politique européenne qui génère aussi l'exclusion...). Cet appel est suffisamment flou et large afin que quiconque puisse le signer, en particulier les cache-sexe du PS et du PCF : la recomposition de la gauche a encore des supporters, en particulier quelques organisations d'extrême gauche et leurs alliés du moment. Que ne ferait-on pour battre la droite !

Sous couvert de pragmatisme, on est conduit à n'avoir qu'une vision idéologique de la réalité politique, ou plutôt politicienne. Le PS se dit de gauche, et bien camarade allie-toi avec lui pour battre la droite ! Si l'on analyse concrètement la situation politique, les débats qui ont lieu au cours de la campagne présidentielle : qui a fait quoi ?, quelles politiques ont été menées ?, par qui ? et, surtout, qu'elles en sont leurs conséquences sociales ? Il est impossible, si l'on veut rester cohérent, d'avoir comme stratégie de militer pour la recomposition de la gauche, dont le seul bénéficiaire est le PS. Pourrions-nous crier victoire si Jospin trône à l'Elysée ?

Mais au-delà de ces considérations de basse politique, il y a d'autres questions plus fondamentales. Pendant toute la période où nous étions au sein du comité, nous nous

sommes battus pour que nous luttons contre toutes les exclusions (racistes, sociales, sexistes...). A travers ce thème se pose le problème de la globalité (2). Autrement dit, peut-on lutter pour que chacun et chacune puisse vivre dignement et se limiter au problème du logement, à l'évidence non. Si l'on en reste à un niveau très terre à terre, il faut bien manger, se vêtir, utiliser de l'électricité..., et ne parlons pas du reste, des désirs par exemple (loisirs, culture, relations humaines...), comment faire que la maison devienne un lieu de confrontations, de rencontres avec d'autres luttes ? comment l'inscrire dans la réalité du quartier ? C'était tout ces problèmes que nous voulions poser.

A cela, on nous a opposé le minimum commun : le logement, seul axe unitaire, paraît-il ! En clair, la politique ne se fait pas au sein du mouvement mais dans les organisations politiques, seules structures patentées pour faire de la politique, et donc détentrices de celle-ci... Et ils ne faut surtout pas qu'elles soient dépossédées ! Ainsi, les luttes et les personnes qui les mènent ne sont que des instruments au service d'avant-gardes, regroupées au sein de ces organisations politiques dans lesquelles s'élaborent les stratégies politiques. Ainsi, par exemple, on crée une association pour le droit au logement, une autre pour lutter contre le chômage, sans doute d'ici quelque temps pour le droit à la santé... ; on construit une structure pour regrouper le tout, structure gérée en grande partie par nos éternels professionnels de la politique, et le tour est joué ! Chacun reste campé sur ses différences, la globalité reste du ressort des organisations politiques.

Or, il paraît évident que ce modèle ne fonctionne pas, qu'il ne sert qu'à entretenir la légitimité des partis au dépend de l'autonomie des luttes qui restent bien souvent spécifiques, cela entretient le corporatisme. Chacun et chacune, fort de son bout de la réalité, ne voit et n'appréhende cette dernière qu'à travers le prisme réducteur de sa lutte spécifique ; à ce rythme-là, le capitalisme n'a guère de soucis à se faire !

Par contre, revendiquer la lutte contre toutes les exclusions, que chacun et chacune

doit pouvoir vivre dignement, quels que soient ses revenus, c'est poser la question de la qualité de la vie, c'est avancer un axe fédérateur, dont on a vu à Tours sa réalité. En effet, devant les problèmes et les impasses pour de plus en plus de gens qu'engendre l'exclusion, nous avons pu constater que de multiples organisations politiques, syndicales, associatives et autres ne pouvaient plus contourner cette question et qu'il fallait bien apporter des réponses concrètes.

De manière générale, on peut constater qu'il y a, sinon un mouvement de soutien, du moins une approbation par rapport aux luttes qui touchent à toutes ces questions. C'est une des raisons pour laquelle Chirac a été contraint de réquisitionner des immeubles à Paris et qu'il ne peut expulser les habitants de la rue du Dragon, du moins avant les élections.

Grosso modo, on peut résumer la situation ainsi : la majorité des personnes qui sont à la retraite ou qui y arrivent savent comment elles finiront socialement leur vie ; pour celles qui travaillent actuellement ou qui sont au chômage, elles ne savent plus comment elle la finiront (3) ; enfin, les générations qui entrent sur le marché du travail vivent, d'entrée de jeu, dans la précarité, l'insécurité par rapport à l'avenir.

C'est à nous de mettre en avant les contradictions que soulève l'exclusion, comme par exemple la remise en cause de la priorité de la propriété privée sur le fait de pouvoir vivre (4) C'est à nous de remettre en cause les fondements du capitalisme, de l'idéologie dominante, par exemple en réfléchissant et en œuvrant pour le passage d'une société fondée sur la quantité vers une société fondée sur la qualité. « Autrement dit, jusqu'à présent, la société fonctionne sur le principe de quantification, c'est-à-dire que tout est quantifié, la valeur d'échange prévaut sur la valeur d'usage. Or il paraît évident que la progression de l'exclusion et de la précarité, à travers les luttes qui leurs sont liées, remet en cause cette hiérarchie : d'une société fondée sur la quantification, on doit passer à une société fondée sur la qualité ; ce qui nous importe ce n'est pas combien vaut telle ou telle marchandise mais quelle est l'utilité de tel ou tel produit. Les luttes doivent tendre vers la satisfaction des besoins et des désirs. » (6)

Pour résumer, vouloir aménager des espaces au sein de cette société (7), pour la rendre plus « humaine », est une perspective ne pouvant guère déboucher sur des succès durables dans le contexte actuel. Comment le capitalisme peut-il devenir plus humain ? « Il faut pousser les contradictions jusqu'au bout, parachever l'Etat bourgeois, être crédible auprès des gens qui n'ont pas conscience de leur exploitation, qu'il y a de plus en plus d'exclus et que chacun et chacune d'entre nous n'est plus à l'abri de la précarité et de l'exclusion... » Arrêtons de prendre les

gens pour des cons ; ils ont parfaitement conscience des impasses sociales générées par le capitalisme.

Tentons, au contraire, de réfléchir, de réaliser, de faire partager, de vivre aujourd'hui des utopies créatrices, des alternatives en rupture avec l'ordre existant, sinon les replis réactionnaires, corporatistes... seront les seules réponses face à l'évolution du capitalisme qui engendre de plus en plus de misère et de barbarie ! ♦

GRUPE LIBERTAIRE de TOURS
(c/o FA, BP 2114,
37021 Tours cedex)

(1) Ce qui est une absurdité. D'une part, même si l'on y avait été opposé, comment aurions-nous pu le empêcher ? D'autre part, des militants du groupe ont aidé certains SDF à remplir ces fameux dossiers !

(2) En général, il est communément admis que la globalité, c'est la prise de conscience de l'ensemble des problèmes avec les réponses appropriées. Or, il faut plutôt la voir à trois : l'ensemble des problèmes internationaux ; comment la lutte va s'inscrire dans la globalité de son contexte social et local ; comment les personnes qui composent un mouvement s'accaparent cette globalité ; en effet, il faut rompre avec la vision en terme de classe des mouvements sociaux ; autrement, il ne suffit plus que les « élites » : les dirigeants aient conscience de la globalité pour que tout le monde suive (et c'est une bonne chose) !

Il faut que ces élaborations soient partagées — en tous cas, œuvrer pour qu'elles le soient — par l'ensemble des personnes qui composent le mouvement.
(3) Si l'on se réfère par exemple aux retraités, force est de constater que celles-ci sont de plus en plus remises en cause et que l'on va vers des solutions faisant appel aux assurances privées. D'ailleurs, la remise en cause de la solidarité des trois caisses de la Sécurité sociale (maladie, retraite, famille) ne fait qu'aggraver ce processus qui risque de conduire, à terme, à la disparition de la Sécurité sociale.

(4) Avec toutes les conséquences que cela engendre : difficulté, voire impossibilité, de trouver un logement, d'obtenir un crédit...
(5) et (6) Cf. « Joli mois de janvier à Tours. La propriété remise en cause », *No Pasaran*, janvier 1995.

(7) Par exemple, des droits qui, de fait, ne sont « garantis » uniquement par l'Etat de droit, c'est-à-dire qu'ils sont bien aléatoires comme le montre l'expérience ; en outre, cela renforce la légitimité de l'Etat puisqu'on s'en remet à lui pour préserver ce pourquoi on lutte. De plus, comment peut-on mettre sur le même plan le fait de pouvoir se loger (le droit au logement) et le fait de devoir travailler pour subvenir à ses besoins (le droit au travail) ; c'est confondre la satisfaction des besoins vitaux (se loger, se nourrir, se vêtir...) avec le moyen privilégié dans le système capitaliste de pouvoir y parvenir : le travail, avec comme corollaire l'exploitation des travailleurs. Le travail doit retrouver sa juste place, à savoir une activité sociale parmi d'autres comme le sont le fait de militer, d'adhérer à une association... Actuellement, le travail organise pour la plupart d'entre nous toute notre vie ; il détermine notre lieu d'habitation, on organise notre emploi du temps en fonction de lui... Il a une place centrale tant d'un point de vue matériel qu'idéologique : la valeur du travail est centrale. Cette centralité, qui est un des fondements de l'idéologie bourgeoise, commence à être remis en cause de part, entre autres, l'évolution de l'exclusion. Mais ceci est un autre débat.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

En Corse, l'État recule

ANDRÉE PRÉVÔTEL
NOUS A QUITTÉS

(suite de la « une »)
et CFDT signeront un protocole avec le gouvernement pour la fonction publique : prime de transport doublée, indemnité de résidence corse équivalent à 2% des 3% de la « zone zéro » et accord d'ouverture de négociations pour le privé où des abaissements de charges patronales pourraient être reversés aux salariés et où la CSG pourrait être supprimée (les résultats n'étant pas suffisamment rapides, le STC a annoncé que, faute de satisfaction, il perturberait la campagne présidentielle). Les signataires du STC et de la CFDT sont fortement critiqués par FO et la CGT, qui ont de fait toujours écarté le STC des intersyndicales.

Il est utile de rappeler que fin 1994, le STC ne pouvant se présenter aux élections de la Mutualité sociale agricole, collège salariés, faute de représentativité nationale, a fait annuler les élections en mettant à sac des bureaux de vote. La réaction de FO est de parler d'action fasciste, quant à la CGT elle se contentera de dire que la police aurait dû faire son travail. Le STC continue donc de demander d'être reconnu représentatif en Corse, avec inscription au Code

du Travail. Cette juste perspective ne suscite pas d'écho chez les démocrates qui animent les bureaucraties syndicales, leur monopole dans certaines administrations pouvant être contesté (ce serait là une brèche ouverte, pour d'autres demain, ailleurs qu'en Corse).

Le conflit mené pendant une période pré-électorale aussi importante a inquiété le gouvernement. Il a cédé deux fois, sans satisfaire pour autant les grévistes, sur la prime de transport des fonctionnaires et sur le pourcentage de la compensation.

prime de transport qui s'élève ainsi à près de 500 F. Sans la menace de voir le mouvement reconduit par des assemblées générales, le gouvernement accepte aussi le principe de la prime aux retraités (à établir dans les quinze jours), l'abandon des plaintes et poursuites et donne mandat aux chefs de services pour être généreux sur le paiement des jours de grève, mais sur ce point ça coince.

Des conflits sectoriels, comme celui de l'EDF, médiatisés lors de la séquestration de trois membres de la direc-

est en période de trêve, aura aussi pesé !

Le grand patronat et le petit, baptisés pudiquement « socio-professionnels » n'ont bloqué qu'une journée les commerces de l'île, les transports étant assurés à la différence de 1989, il n'en demeure pas moins que la perturbation des entreprises, par exemple de par l'absence de courrier pendant plus d'un mois, aura été forte. Les socio-professionnels ont véritablement montré que le problème des fonctionnaires ne les concernait pas (« C'est une affaire interne à l'Etat. »), pas plus que les problèmes de vie chère auxquels sont confrontés leurs salariés (« Ce serait une première si l'Etat intervenait. »), mais leurs menaces de passer à l'action ont dû peser elles aussi sur Matignon.

Voilà comment Rossinot, le ministre de la Fonction publique, commence la lettre aux syndicats grévistes, leur annonçant l'octroi de la « zone zéro » et la création d'un observatoire des prix : « Le gouvernement est conscient de l'évolution de la situation en Corse et des risques qu'elle comporte ».

Voilà comment, sans unité syndicale et sans unité nationale corse (inter-classes), chaque organisation à sa façon, par sa détermination dans son secteur, a permis de faire reculer le gouvernement. ♦

FRED ANTONI

(1) Alors que la promesse avait été faite d'en installer un à l'issue du très long conflit social de 1989 qui découlait également de la mobilisation des syndicats de fonctionnaires.

« Le gouvernement a craint, dès le début, de voir le conflit s'exporter sur le continent, ce que d'aucuns disaient être la volonté des centrales syndicales. »

Le gouvernement a craint, dès le début, de voir le conflit s'exporter sur le continent, ce que d'aucuns disaient être la volonté des centrales syndicales. Il n'empêche que le conflit, au-delà d'arrière-pensées possibles dans les états-majors FO et CGT, correspondait en Corse à une situation réelle, mais déjà en France des voix jalouses s'élevaient pour dire que les collègues de Corse étaient favorisés et que le gouvernement lâchait trop. Cela expliquerait-il en partie qu'il n'y a jamais eu de négociations véritables avec les syndicats et que même en fin de conflit la « zone zéro » a été obtenue sans discussion ?

Les fonctionnaires obtiennent donc la « zone zéro » et ses 3% d'augmentation ainsi que le doublement de la

tion, après trois mois de grève, débouche sur la création de 34 emplois.

Le conflit a été mobilisateur chez les fonctionnaires où les assemblées générales, les occupations de locaux, les séquestrations de directeurs, les rassemblements, les différentes actions ont été dynamiques, n'ont pas baissé dans leur intensité, au contraire ! et cela, le gouvernement l'a mesuré. Il a pensé jouer sur la grande division actuelle de la société corse, tout en ayant soin de se garder de possibles réactions de corps solidaires. La nuit bleue du 19 mars, forte de 35 attentats contre des administrations et le Crédit lyonnais, organisée par le FLNC-Canal habituel, alors que cette organisation

LA FA A LYON
Librairie La Plume Noire
19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.
Permanences : mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi de 15 h à 19 h à La Plume Noire.
Soirée de débats : jeudi.
Emission de radio : « Idées Noires », mercredi de 21 h à 22 h sur Radio Canut (102.2).

Manifestations antifascistes

A ROUEN

Le jeudi 16 mars, à 18 h, place de la Cathédrale à Rouen, 1 200 personnes ont répondu présent à l'appel d'une dizaine d'organisations, afin d'exprimer leur mécontentement par rapport à la tenue d'un meeting de Le Pen, à 20 h, ce même jour. Il est important de noter que, comme l'année dernière et contrairement aux années précédentes, pour des raisons de « sécurité », la tenue de cette harangue fasciste s'est effectuée dans un lieu très excentré par rapport à Rouen, puisque situé à douze kilomètres, dans un endroit en rase campagne, au milieu de nulle part et très près de pas grand chose. Qu'à cela ne tienne, le cortège a d'abord tourné en centre-ville, effrayant les bons commerçants bourgeois de la rive droite, pour ensuite passer rive gauche, non

sans une tension avec la police nous interdisant symboliquement et provisoirement l'accès au pont (1). Nous trouvions là une rive gauche bien désolée et tristounette, lieu idéal pour une fin de manifestation gentille. C'est ainsi qu'eut lieu la dispersion plus ou moins agitée, à dix kilomètres d'un meeting contre lequel nous pestions depuis deux heures.

Bien sûr cette fin ne convient pas, et plus d'une cinquantaine d'individus échauffés, caressant de doux rêves, sinon de révolution au moins de « bons coups de karaté dans sa gueule à l'autre facho » décidèrent d'aller en découde. Ils partirent à 70 et par un prompt renfort se retrouvèrent 150, face à moult bottés, casqués, armés et entraînés, qui les continuèrent calmement durant une heure. Ce groupe s'est finalement dispersé à 500 mètres du chapiteau.

Le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste n'a pas appelé à l'affrontement, conscient du manque de rapport de force face aux flics d'une part et aux sbires du FN d'autre part. Il n'était, ce soir, pas question pour nous d'être des héros

et encore moins des martyrs. Cela dit, nous sommes conscients du manque d'impact et d'efficacité de cette manifestation, et le déplorons. Cependant que les jeunes donneurs de leçon nous demandant si nous étions bel et bien révolutionnaires sachent que la sagesse n'est en rien contre-révolutionnaire, que le fascisme se combat, sinon nuit et jour, au moins plus souvent qu'une fois par an, et que même si les cailloux sont efficaces, les lance-pierres doivent être des bibliothèques. Car, messieurs et mesdames, ne vous en déplaise, l'antifascisme et plus encore l'anarchie ne se construisent avec de la mauvaise bière, avec du shit et des beuglements inintelligibles. ♦

JÉRÔME A.
(gr. de Rouen)

(1) Durant la manifestation, nous ne savions pas que Le Pen était l'invité de France 3, dont les locaux sont très proches du pont. Deux fourgons en travers de celui-ci ont eu pour but de nous retarder, afin de couvrir son trajet des locaux de FR3 au lieu du meeting.

N.B. : groupe FA c/o CES, BP 4202, 76723 Rouen cedex.

A DIJON

Le 18 février dernier, dans le cadre de l'élection présidentielle, Le Pen était à Dijon pour y vendre sa haine, son autoritarisme. Le meeting fasciste, regroupant 1 000 personnes, fut retardé d'une heure et demie. Ce même jour, en effet, 3 000 personnes occupèrent les rues de Dijon pour dire non au discours du Front national, et cela à l'appel d'organisations politiques et syndicales (PS, PCF, CGT, CFDT...) mais aussi du collectif anarchiste, Alternative contre le fascisme (ACF), regroupant le SCALP, Maloka, la FA et des sympathisants. Ce dernier, conscient que le Front républicain antifasciste (constitué d'organisations de gauche et d'extrême-gauche) n'est qu'une vaste farce, lança son propre appel : manifestation sonore contre tous les nationalismes, pour les libertés individuelles et collectives.

La dissolution de la manif, souhaitée par l'état-major de ce Front républicain n'eut pas lieu. Ainsi front, front, front... trois petits tours et puis s'en vont... Un millier de personnes se sont rendues vers la salle du meeting où les attendaient les CRS et flics en tout genre. L'ambiance était à la fête (percussions, danses, jongleries...), même si une tension certaine régnait.

Les militants et sympathisants anarchistes étaient de la partie. Au bout d'une heure, les CRS ont chargé, matraqué, traîné au sol des manifestants qui occupaient une place et une rue non loin de la « foire à la haine ». Dès lors, de petits groupes mobiles se formèrent et occupèrent les rues jusqu'à 21 h. Il y eut une dizaine d'arrestations, pour l'instant restées sans suite, ainsi que deux blessés légers.

A l'heure où les fascistes assument, organisons la résistance en n'omettant pas d'impulser des luttes offensives pour un autre futur. ♦

FRÉDÉRIC GUI
(gr. La Mistoufle - Dijon)

N.B. : groupe FA, 21, rue Jeannin, 21000 Dijon.

« Manifs de Printemps 94 »
Expo de photos d'Alain Boileau
à la librairie
du Monde Libertaire
jusqu'au samedi 1^{er} avril
« Manif anti-CIP », « Manif AC ! »
« Manif 1^{er} mai ANAR »

La lutte en usine

Après deux premiers articles, voici la suite de notre série sur l'ex-URSS. Il s'agit là de la première partie d'un texte, de Vadim Damier, sur le syndicalisme et la lutte sociale extrait du journal anarcho-syndicaliste « Action directe » n° 1, traduit du russe par les Relations internationales de la FA.

UN CHOMAGE de masse menace les travailleurs de l'ex-Union Soviétique. Pour l'instant, il n'est pas encore très élevé. En Russie, par exemple, d'après les chiffres officiels du travail, il n'y a pas 1,5 million de chômeurs (2 % de la population active). Les économistes, il est vrai, estiment le chiffre réel à 7,5 millions (8,6 %), et les syndicats à 20-30 millions (en tenant compte du travail réduit et de la situation où les travailleurs sont envoyés en congé de longue durée). Mais avec la réalisation ultérieure des réformes du marché et la fermeture planifiée des entreprises « non rentables », les licenciements peuvent devenir massifs, et le nombre de chômeurs grandir d'autant plus.

Syndicat ou parti ?

L'aspiration des travailleurs à défendre leurs droits et intérêts pose la question de leur auto-organisation. L'histoire du XX^e siècle montre qu'aucun parti « de travailleurs » ne peut prendre sur lui ce rôle. Les partis sont toujours lourds, bureaucratiques. Ils sont basés sur le centralisme rigide, l'unité idéologique et le pouvoir total de

leaders qui sortent de la masse des « simples » membres, mais n'en tiennent pas compte.

Les partis politiques veulent résoudre les problèmes économiques et sociaux « par le haut », par le pouvoir d'Etat. C'est pourquoi ils aspirent à conquérir ce pouvoir, par la voie parlementaire ou révolutionnaire. Mais prendre la direction de l'Etat n'est pas si difficile. Le contrôle sur la production et la répartition, et l'organisation d'une nouvelle vie sociale sont plus complexes. Ce ne peut devenir que l'affaire des gens eux-mêmes, le fruit de leur initiative. Tout ordre venu du haut ne sera qu'un acte de violence sur la société.

Aucune organisation de parti, hiérarchique et bureaucratique ne peut libérer les travailleurs de l'exploitation et de la servitude salariale. C'est seulement en s'auto-organisant, en s'unissant dans des organisations de masse autogestionnaires, au travail ou dans les lieux de vie, que l'on pourra devenir les véritables maîtres de notre destin.

L'organisation autonome de la classe ouvrière doit réunir les personnes non sur la base de l'idéologie ou des sentiments, mais sur celle de leurs intérêts

communs en qualité de salariés. Un tel objectif ne peut être rempli que par le syndicat. D'un côté, il sert à la conquête de progrès quotidiens, comme l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail, la diminution du temps de travail, etc. De l'autre, il est possible d'apprendre la solidarité dans la lutte pour ses droits et intérêts, et ceci en toute indépendance, sans chefs politiques ni intermédiaires. L'arme principale du syndicat — la grève — est non seulement une méthode de protestation, mais aussi de transformation sociale. Enfin, le syndicat est capable de devenir la cellule d'une nouvelle société encore dans les tréfonds de l'ancienne, et qui possède la structure prête et les connaissances pour organiser la production et la répartition, lorsque les travailleurs prendront la gestion de l'économie entre leurs mains.

« Partenariat social » ou lutte sociale ?

Dans notre pays, le « partenariat social » entre travail et capital est aujourd'hui proclamé état normal, légal et souhaitable de la société. Mais la réalité est infiniment loin de ce mythe. Les conflits en usine, les grèves, l'opposition à l'organisation du travail, tout ceci est aussi caractéristique pour le monde industriel actuel, que l'étaient les révoltes des paysans serfs pour le féodalisme.

Les anarcho-sindicalistes ne considèrent pas la lutte de classes comme une « force motrice de l'histoire » essentielle. La division de la société en classes est un mal évident qui inflige un énorme préjudice au développement de l'humanité. Mais jusqu'à présent, tant que se conserve le

monopole de la division des personnes ou groupes pour la propriété et le pouvoir, tant que les moyens de production et d'échange ne passent pas aux mains de la société, et que les gens n'ont pas la possibilité de décider indépendamment, librement et solidairement des questions de la vie sociale, alors, la lutte de classes est inévitable.

Toutes les conquêtes économiques, sociales et politiques des travailleurs ne sont pas le fruit du « partenariat social », ni le don de patrons et dirigeants généreux, mais le résultat d'une longue lutte pour l'amélioration des conditions de travail, l'augmentation du niveau matériel et culturel de la vie, la diminution du temps de travail, les droits du citoyen et de l'homme, la possibilité de l'auto-organisation, la liberté et la justice.

Nouvelles formes de grèves

Les travailleurs ne peuvent pas toujours faire des grèves de grande envergure, car elles exigent un énorme fonds de grève. De plus, les grévistes ne sont pas payés, et le paiement des jours de grève ne se fait qu'en cas de victoire. Enfin, la bureaucratie syndicale peut manipuler plus facilement les « simples » travailleurs avec ses grands discours, lorsque la prise de décisions leur est enlevée. Tout ceci, ces dernières années, a contribué à la diffusion de nouvelles formes de lutte, qui permettent de porter un grand préjudice aux patrons.

Grèves d'échecs : grèves organisées à différents temps et dans diverses subdivisions d'une entreprise de travail à la chaîne pour en bloquer une grande partie. Exemple : la grève aux usines italiennes Fiat en 1970, quand les travailleurs ont successivement arrêté le travail dans l'ordre du proces-

sus productif - des fonderies aux chaînes de montage.

Grèves sanglantes : arrêts de travail de courtes durées, que suivent de courtes reprises. L'entreprise ne peut fonctionner normalement et il est difficile pour les patrons de faire le décompte du salaire pour d'aussi courts laps de temps. La cause de grève n'est ainsi presque pas dépensée.

Grèves dans les secteurs-clés : des petits groupes arrêtent spontanément le travail dans les secteurs-clés du processus productif, c'est-à-dire là où ils peuvent causer le plus grand tort.

Grèves de professions particulières : elles sont menées successivement par les différents groupes professionnels qui prennent part dans le cycle productif, par exemple, au début par les contrôleurs, ensuite, par les travailleurs à la chaîne, ensuite par ceux des entrepôts...

Grèves successives : elles étendent la méthode des grèves des professions à la zone entière du contrat collectif (quand celui-ci s'étend à tous les travailleurs d'un secteur dans une ou plusieurs régions). Une ou plusieurs entreprises commencent à se mettre en grève, d'autres les suivent après un laps de temps défini, et la grève s'étend peu à peu.

Grève des groupes de salaire : exemple, le lundi, mercredi, vendredi se mettent en grève ceux qui reçoivent le paie les jours pairs, le mardi, jeudi et samedi, ceux qui la reçoivent les jours impairs.

Grèves de demi-journée : exemple, le matin les ouvriers font grève et l'après-midi les employés. L'entreprise s'arrête donc toute la journée, mais les travailleurs ne perdent que le salaire d'une demi-journée.

VADIM DAMIER
(suite au prochain numéro)

RENDEZ-VOUS

ALÈS (GARD)

Dans le cadre de la campagne « C'est de société qu'il faut changer, pas de président », les groupes FA du Gard et de l'Hérault vous invitent à assister à une conférence-débat, vendredi 31 mars, à 20 h 30, **salle Pasteur, rue Pasteur, à Alès**. Entrée gratuite.

GIGNAC (HÉRAULT)

Le groupe de Montpellier de la FA (BP 5555, 34072 Montpellier cedex) organise une conférence-débat sur le thème : « C'est de société qu'il faut changer, pas de président », le jeudi 30 mars, à 20 h 30, **salle de l'ancien couvent, à Gignac**.

PARIS

Le groupe Alliance de la FA organise une réunion publique sur : « 1871, la Commune de Paris », avec « Les Amis de la Commune », le jeudi 30 mars, à partir de 19 h 30, à la **librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot (M^e Oberkampf), 75011 Paris**.

PARIS

Le groupe Louise-Michel et les animateurs de l'émission « Le Garde-fou » vous invitent, le vendredi 31 mars, à 20 h 30, à une conférence-débat dont le thème sera : « La presse SDF a des patrons comme les autres », qui se déroulera au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette (métro Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.

MERLIEUX (AISNE)

Méchoui... anti-spéciste du groupe Pierre-Kropotkine, le samedi 1^{er} avril, à l'**Athénée libertaire, 9, rue des Fouquerolles, à Merlieux**. Réservations au : 23.80.17.09.

SUD-OUEST : MEETINGS ANTI-ÉLECTORAUX

- TOULOUSE, samedi 1^{er} avril, 14 h, au **cinéma Rex (quartier Arnaud-Bernard)**, avec projection du film *L'Albatros* de Jean-Pierre Mocky.
- CARCASSONNE, vendredi 7 avril, 20 h 30, **salle Joël-Bousquet, mairie de Carcassonne**.

Associations

BRETAGNE : TOURNÉE DU COLLECTIF ANTIMILITARISTE BASQUE MAIA

Le Réseau autonome de Bretagne vous invite à la tournée de conférences du collectif MAIA :

- Nantes, vendredi 31 mars, 20 h 30, « **Le Local** », 16, rue Sanlecque.
- Lorient, mardi 4 avril, cité Allende.
- Quimper, mercredi 5 avril, 20 h, **salle Coat-Ker**.
- Saint-Brieuc, jeudi 6 avril, 20 h, **Maison du temps libre**.

FONTENAY-SOUS-BOIS : GALA DE SOUTIEN A L'ASSOCIATION « RÉCRÉATION »

Gala de soutien à « Récréation » le samedi 1^{er} avril à la **Maison pour tous de Fontenay-sous-Bois**, avec : Stompin' Crawlfish (musique cajun de Louisiane), Marc Robine, Marie-Josée Vilar, Sabine Viret, François Robert, Yves Uzureau, Michel Miramont, Jean Piero, Chantal Grimm et encore d'autres artistes.

Entrée : 30 et 50 F. Réservations à la **Maison pour tous, 26, rue Gérard-Philipe, 94120 Fontenay-sous-Bois**. Tél. : 48.75.05.21.

PARIS : « RENDEZ-VOUS, VOUS ÊTES CERNÉS »

L'association « La Bonne Descente » organise deux jours de débats (« Sur la violence urbaine » ; « Colonialisme et révolution au Viêt-nam » ; « Herbe du diable et petite fumée ») et de projections (*Dani, Mitchi,*

Renato et Max ; En Quête de banlieue ; Voyage au pays de la Peugeot), avec en plus un concert (le dimanche), des repas, des stands, des expositions, une braderie... le samedi 1^{er} avril (12 h - minuit) et le dimanche 2 avril (12 h 30 - 21 h), au 33, **rue des Vignoles (M^e Avron ou Buzenval), 75020 Paris**. Entrée : 25 F (40 F pour deux jours).

NANTES : CONCERT POUR LES BASQUES

Concert de soutien aux insoumis du Pays basque le dimanche 2 avril, à 18 h, au **squatt « Le Courtois », 10, rue de Bitché, quartier Cité-des-Congrès**, avec Melmor (punk celtique), Rumpus (HC punk) et Deadly Orgone (HC). Entrée : 10 F.

ÉVRY : RÉUNION CNT-AIT SUR L'INSPECTION

Le syndicat CNT-AIT de l'Éducation de l'Essonne vous invite à assister à une réunion-débat au sujet de l'inspection, le mardi 4 avril, à 20 h 30, à la **MJC Evry-Village, place du Général-de-Gaulle, 91000 Evry**. Syndicat CNT-Education, rue de l'École, 91000 Evry.

ARTIGUES : COLONIE DE VACANCES CNT-AIT

La colonie de vacances (pour les enfants) à Artigues (Ariège), organisée par le syndicat Intero de Paris, aura lieu du 15 au 22 avril. 30 places disponibles. Prix : 50 F par jour. Il faut réserver auprès du syndicat le mardi, de 17 h à 20 h, au **43.72.09.54**.

DOSSIER ABSTENTIONNISTE

« AGIR AU LIEU D'ÉLIRE ! »

Pour supprimer la misère, l'exploitation, l'oppression...
c'est la société qu'il faut changer !

EN VUE DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 95,
DIFFUSEZ NOTRE « 4 PAGES »
ANTI-ÉLECTORALISTE
FAIT DE PROPOSITIONS ANARCHISTES
POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ

10 exemplaires : 10 F
25 exemplaires : 20 F
50 exemplaires : 32 F (port payé).

A commander
à la librairie du Monde Libertaire,
145, rue Amelot, 75011 Paris.
Chèque à l'ordre de PUBLICO.

De l'abstention à la révolte

« Quand un électeur entre dans l'isoloir, ça me fait penser à un crocodile qui entre dans une maroquinerie. » (Coluche)

LA PRÉSIDENTIELLE se joue sur fond d'affaires et dans un climat délétère. Il n'y a pas là de quoi nous étonner tant le monde de la politique est un monde artificiel et gangrené.

La carrière, l'ambition personnelle, l'intérêt individuel, l'enrichissement de celles et ceux qui se partagent le pouvoir, voilà en condensé les motivations profondes des apprentis politiques.

L'électoralisme est un moyen mis en place par la bourgeoisie afin de pérenniser cet état de fait. Près de deux siècles d'histoire électorale nous conduisent à clamer haut et fort que ce moyen est efficace pour les tenants du pouvoir tant il est parvenu à parfaire l'illusion du choix démocratique.

En effet, le système dit du « suffrage universel » n'a d'universel que le nom. Il ne permet pas aux producteurs et aux résidents qui n'ont pas la nationalité française d'intervenir dans le contexte électoral.

Mais ce n'est là, en vérité, qu'un moindre problème. Tout aussi grave est le fait que le système électoraliste bourgeois place d'emblée le système politique sur un terrain totalement coupé de la réalité sociale. Il s'est agi, en fait, de remplacer le véritable débat et les lieux de contestation sociétariaire par un simulacre de choix, une illusion de participation, toute chose qui permet aux politiques de s'autoproclamer *ad vitam aeternam* les représentants du peuple.

La longue litanie des hommes politiques de gauche et de droite qui se succèdent de manière discontinue aux postes de commande, sans que pour autant nous soyons témoins du moindre changement de politique, sur le fond, nous conduit à dire que la critique anarchiste de l'électoralisme est pour le moins pertinente.

La défense du suffrage universel, « droit républicain » que certains s'ingénient à nous déclarer : « conquis de haute lutte », nous semble être un argument spéculaire. Bien d'autres droits ont été conquis de haute lutte par les révolutionnaires et se voient foulés aux pieds par les nantis — politiques et capitalistes confondus — sans que pour autant les bonnes âmes, prêts

à pleurer sur les vertus du parlementarisme, ne se mobilisent pour défendre ces droits sociaux mis à mal. Les anarchistes se retrouvent bien seuls quand il s'agit d'abolir les privilèges.

Nous savons par expérience que les changements sérieux de politique et les conquêtes sociales — ouvrières et autres — ont été arrachés par la lutte directe des citoyens et des producteurs, en l'absence de tout intermédiaire.

La jeunesse n'a-t-elle pas fait reculer en plusieurs occasions — Devaquet, CIP, réforme des IUT — le pouvoir en place en se confrontant à lui sur le terrain social et non sur le terrain parlementaire ? La rue permet à la lutte collective d'exprimer son caractère révolutionnaire, ce que ne permet pas l'isoloir qui s'ingénie à faire de chaque citoyen un électeur, sans référence réelle à son origine de classe ni à sa place dans le système d'exploitation.

Aussi, quand vous serez appelés à « veau-ter », dites-vous bien que ce qui sépare un Chirac d'un Jospin, d'un Balladur, d'un de Villiers, d'un Le Pen, d'un Hué, voire d'une Voynet ou d'une Laguiller relève plus de la démagogie, de l'hypocrisie discursive que de l'appréciation qu'ils se font du pouvoir. Sur ce plan, ils et elles sont bien d'accord. Ils vous disent : il faut voter... peu importe pour qui, mais surtout votez !

Bien piètre argumentation qui consiste pour certains à dire que système électoral est le moins mauvais des systèmes, sans réussir

à nous apporter la moindre preuve de ce qu'ils avancent. Faut-il leur rappeler que les élections ont amené au pouvoir un certain Hitler, qu'elles ont légitimé des régimes atroces — Mussolini, Salazar, Franco, Staline, le Shah d'Iran... — et qu'elles ont donné la victoire au FIS en Algérie.

Au moment de s'inscrire sur les listes électorales, il est bon de se souvenir de toutes les promesses politiciennes jamais tenues, des crimes commis au nom de la raison d'Etat, des régimes sanguinaires, des millions de miséreux qui crèvent de faim ici et de par le monde et des boucheries guerrières et nationalistes auxquelles nous convient à intervalles réguliers tous les chefs d'Etat sans exception. Alors, on ne s'inscrit pas ! Et si c'est déjà fait, on ne vote plus !

Reprendre notre place dans la société, remplir totalement nos rôles respectifs, assumer nos responsabilités, refuser l'exploitation de l'Homme et son aliénation, ne plus déléguer notre souveraineté, refuser toutes les hiérarchies sociales, ethniques et sexistes... c'est le programme auquel nous vous convions.

La société libertaire est au bout de ce chemin. Elle est susceptible de faire rempart à la barbarie ambiante.

EDWARD SARBONI
(Gr. Puig-Antich - Perpignan)

N.B. : groupe Puig-Antich c/o « Infos et Analyses libertaires », BP 233, 66002 Perpignan cedex.

FACE A LA POLITIQUE SÉCURITAIRE...

Le 42.54.01.01 pour témoigner, alerter et lutter contre les lois Pasqua

Une dizaine d'organisations ont mis en place un collectif d'entraide deux ans après l'assassinat de Makomé, dans un commissariat du 18^e arrondissement de Paris. Ce collectif lutte contre les effets des lois Pasqua, mais aussi de toutes les lois sécuritaires.

Le quartier de La Goutte-d'Or est devenu la vitrine médiatique des délires sécuritaires de tous les gouvernements. A chaque fois qu'un « sinistre » de l'intérieur a eu besoin de montrer sa poigne, il sortait ses cars de CRS et convoquait la presse. Les caméras de TV, très complaisantes, déversent un message clair : vous pouvez dormir tranquilles, les ghettos sont « tenus ».

Les résultats ne se sont pas faits attendre : contrôles au faciès, bavures en tout genre, expulsions musclées, rafles et quadrillage policier intense. Bref, plus les gouvernements veulent rassurer, plus les habitants du quartier ont peur... des flics. Grâce à un réseau, maintenant parfaite-

ment rodé, le collectif a déjà pu empêcher une expulsion illégale en urgence absolue, monter des dossiers contre les avis d'expulsion, organiser une contre-manifestation face aux intégristes de « SOS Tout Petits »...

Le plus important n'est peut-être pas là. Il s'agit, pour nous, de montrer les liens évidents entre la crise sociale et les délires sécuritaires. Les gouvernements préférant faire peur et imposer une politique répressive plutôt que de trouver des solutions au chômage, à la misère et aux problèmes sociaux en général.

Cette manière de procéder permet aussi de développer des logiques d'entraide directe entre les habitants. Ces actions cherchent à développer des pratiques collectives et à faire disparaître la peur des flics. C'est un premier résultat non négligeable.

GROUPE LOUISE-MICHEL
(c/o « La Rue », 10, rue Robert-Planquette,
75018 Paris)

NE LAISSONS PERSONNE PARLER,
PENSER, AGIR À NOTRE PLACE.
OCCUPONS-NOUS DE NOS AFFAIRES.

La démocratie : une machine à broyer les luttes sociales

SIL Y A UN CONCEPT incontournable auquel chacun se réfère quelque soit le lieu ou le niveau d'organisation auquel il a à faire, c'est bien la démocratie.

Impossible de créer une association de quartier, un syndicat, un club de pétanque ou de tir à l'arc sans qu'à un moment ou à un autre l'expression ne soit employée pour définir le mode de prise de décision.

Impossible de concevoir l'organisation de la vie communale sans que le mot ne soit employé comme garantie de justice sociale.

Impossible pour un Etat d'être intégré dans le « concert des nations » sans ce label de qualité de respect des libertés individuelles qu'est la référence à la démocratie.

La « démocratie » est le concept politique sur lequel repose toute l'organisation sociale des pays dits occidentaux qui voudraient l'imposer aujourd'hui au reste du monde au nom d'une prétendue universalité civilisatrice.

Il faut tout de même s'interroger sur le contenu et la fonction de ce modèle politique puisqu'il est évident que sa pratique ici-même peut et le moins à désirer et n'apparaît, le plus souvent, que comme le moins pire des systèmes.

Peut-on s'en contenter et prétendre en faire un schéma universel... il est permis d'avoir de sérieux doutes.

Le principe démocratique repose sur l'idée que chaque individu peut et doit pouvoir donner son opinion sur la société dans laquelle il est inséré.

En fait, cette idée n'est pas propre au système démocratique, mais est présente dans de nombreuses tradi-

tions sociales, sur tous les continents, parce que d'une façon ou d'une autre les besoins et les opinions de chacun doivent être pris en compte dans la régulation des relations sociales, sous peine de voir exploser ou imposer la société concernée.

Le problème n'est donc pas d'affirmer un principe mais bien de savoir comment les structures organisationnelles et décisionnelles qui en découlent traduisent les opinions et besoins exprimés par chacun des associés.

Dans le modèle démocratique, tout le monde peut s'exprimer, c'est un fait. Mais ce modèle affirme simultanément qu'il faut des décideurs pour mettre de l'ordre dans la cacophonie des opinions émises, et ce pouvoir de décision (réservé à un personnel ayant fortement tendance à s'autoreproduire) est légitimé par le vote des électeurs.

C'est simple et propre en soi, si on oublie que le choix des électeurs va être conditionné par de nombreux facteurs qui brouillent les cartes et les enjeux. En particulier, la place et la fonction de chacun d'entre nous dans la structure socio-économique. A-t-on réellement liberté de choix lorsque toute notre survie quotidienne dépend d'un réseau de relations économiques que nous ne maîtrisons pas ? A-t-on réellement liberté de choix lorsque

toute notre éducation sociale brise l'initiative et la capacité critique individuelle ? Au bout du compte, la démocratie est une machine à broyer et concasser les aspirations sociales de telle sorte que face à l'inutilité de nos efforts individuels et collectifs pour

améliorer les choses nous abandonnions notre vie entre les mains des classes dirigeantes.

Ce sont les révolutions françaises de 1789 et 1793 qui ont introduit la notion d'égalité politique sans que les relations économiques entre individus et entre groupes sociaux ne soient touchées.

Depuis, au fil des revendications et des discours électoraux, le droit de vote s'est étendu à toutes les couches de la population, en nous présentant chaque fois la chose comme une avancée sociale déterminante.

Il est même question, en ce moment, de faire passer ce droit de vote à 16 ans (pour les immigrés, on verra plus tard, puisque cette catégorie est par définition extérieure à la nation).

C'est le meilleur moyen que la bourgeoisie ait trouvé pour restreindre, contenir et limiter la notion d'égalité au seul champ politique sans que jamais il ne soit question d'étendre cette égalité au domaine de l'économique et du social.

La démocratie a été et est encore le meilleur garant idéologique à la pérennité d'une société de classes.

Il n'est donc pas étonnant que la société capitaliste qui est la nôtre promette l'idée de démocratie. Elle l'impose au niveau international en exigeant des élections démocratiques contrôlées en Afrique du Sud, en Algérie ou en Russie, par exemple. Elle la planifie ici-même, avec des projets de déconcentration des pouvoirs appelés pompeusement « régionalisation » ou « approfondis-

sement de la vie municipale », avec référendums locaux à la clé.

Parallèlement, elle essaie de réintroduire de vieilles notions idéalistes comme le partage, l'équité, la subsidiarité. Autant de mots creux, visant à donner un sens moral aux inégalités.

Sur ces enjeux-là, nos démocrates peuvent encore trouver du grain à moudre, mais comme dans le même temps toutes ces restructurations provoquent des bouleversements sociaux destructeurs de réseaux et de traditions, il n'est pas sûr que nous y trouvions notre compte.

La démocratisation de la société de classes a ses limites, et le nombre de ceux et celles que cela ne trompe plus augmente singulièrement.

La démocratie — autrement dit le concept d'égalité politique — a donné tout ce qu'elle avait à donner. Elle n'a plus rien à nous dire ou faire espérer.

Par contre, l'extension de la notion d'égalité aux champs de l'économique et du social restent à conquérir. L'idée d'égalité économique ne peut que prendre du relief et de l'intérêt pour toute cette masse de gens subissant quotidiennement les effets d'un système à bout de souffle, et aspirant à plus de justice dans leurs relations sociales.

Pour ce faire, nous serons amenés à contester radicalement la démocratie, et à lui substituer d'autres concepts de régulation sociale. Nous appellerons ce devenir « communisme libertaire » ou « anarchie ». Reste à lui faire prendre corps. ♦

BERNARD
(gr. Déjacque - Lyon)

Les caméras dans la ville

Toulouse, rue du Taur (entre Capitole et Saint-Sernin), le 10 décembre 1994. Ouverture d'une zone expérimentale de vidéo-surveillance.

Cent cinquante caméras sont disposées sur un tronçon de trente mètres de cette rue. Les installateurs s'activent. Big Brother, juché sur son trône, supervise l'opération. De chaque côté de la rue, des hôtesses proposent aux passants de voiler leurs yeux derrière un « anonymasque », rectangle de carton noir, adapté sur des montures de fortune. Un tract est distribué à la sortie, il s'agissait bien entendu d'une mise en scène.

L'association « Planète en danger », coutumière de ce genre d'interventions avait encore frappé. Parodiant la mise en application des décrets alors (et toujours) en discussion à l'Assemblée nationale, elle cherchait avant tout à sensibiliser le public (les passants) aux questions que posent les contrôles et filigènes en tout genre.

Au-delà même des spéculations relatives aux risques de dérives liés à l'utilisation de ce genre de moyens, par nos chers fonctionnaires des forces de l'ordre, par delà même une interrogation, certes légitime, sur les réelles motivations de Pasqua quant à ses lois, il s'agit en premier lieu de s'attaquer à la logique développée par le gouvernement.

On pourrait ajouter que tout ce déploiement technico-sécuritaire ne résout en rien, ni les faux-problèmes (circulation et délinquance en centre-ville), que l'Etat semble vouloir régler, ni les véritables qui sont à la racine de ceux-ci (notre organisation sociale), et dont il est en partie responsable. En dernière analyse donc, le remède proposé sera nécessairement pire, du fait de sa nature institutionnelle et répressive, que le mal lui-même. N'est-ce pas ainsi que l'Etat ressemble le plus à ce qu'il prétend combattre, quand il porte atteinte à notre liberté, à nos intérêts privés, alors qu'il affirme les défendre.

Reste une action bien menée et bien reçue, grâce à sa forme humoristique (dérision). Elle sera vraisemblablement renouvelée à court terme, grâce notamment à la participation d'étudiants de l'université du Mirail. ♦

JÉRÉMIE
(groupe Albert-Camus)

N.B. : groupe Albert-Camus c/o Athénée libertaire, 39, rue Peyrolères, 31000 Toulouse. Permanences : jeudi de 18 h à 20 h et samedi de 14 h à 18 h.

PARIS
RADIO LIBERTAIRE (89.4)
Samedi 1^{er} avril
« Les Chroniques syndicales »
(11 h 30 - 12 h 30)
ont pour invité
Frank GEORGI
auteur de « L'invention
de la CFDT - 1957 - 1970 »
(éd. de l'Atelier et du CNRS)

Ce que veulent les anarchistes

Les anarchistes sont partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Nous voulons construire une société libre sans classes ni Etats, sans patries ni frontières dont les buts sont les suivants :

- Lémancipation des individus, leur libération en tant qu'êtres autonomes, libres de leurs choix, lucides, critiques et responsables ;
- L'égalité sociale, économique et politique de tous les individus (quelque soit l'âge, le sexe, la couleur,...) dont les conséquences sont la fin des classes sociales, des divisions entre les « normaux » et les « déviants » ;
- La liberté de création, seule garantie réelle contre l'uniformisation, telle qu'on peut l'observer dans la Chine maoïste ou dans nos sociétés de consommation de masse infantilisante ;
- La justice, qui découle de l'égalité, ces trois principes étant incompatibles avec l'existence d'institutions répressives tant judiciaires que policières ou militaires ;
- L'éducation libertaire et permanente, permettant cet épanouissement le plus complet

possible de l'individu et non son adaptation soumise au système productiviste d'aujourd'hui ; la condition en est l'égalité, dès la naissance, des moyens de développement, c'est à dire d'éducation et d'instruction, dans tous les domaines de la science, de l'industrie et les arts ;

- L'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion) ; la démocratie directe, non pas électorale et parlementaire mais communale et fédéraliste : pas de mandat en blanc, la coordination des affaires sociales par des délégués élus pour des mandats précis et révocables à tout moment ;
- Une économie tournée vers la satisfaction des besoins et non vers le profit, c'est la consommation qui doit orienter la production et non l'inverse ;
- La possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution en excluant toute possibilité pour certains de vivre en exploitant le travail des autres ;
- L'abolition du salariat, de toutes les institutions étatiques ou autres qui permettent et maintiennent l'exploitation de l'homme par l'homme ; le salariat est le processus par lequel

les détenteurs des moyens de production et de consommation indémnisent ceux qui n'ont que leur force de travail à louer, l'abolir c'est casser ce rapport exploités/exploités ;

- Le partage égalitaire des tâches d'intérêt général, l'absence des divisions entre manuels et intellectuels ou entre éboueurs et « jeunes cadres dynamiques » ;
- L'écologie non seulement pour préserver notre environnement mais pour promouvoir un développement de l'humanité basé sur la qualité de la vie ;
- La libre union des individus ou des populations selon leurs convenances ou leurs affinités ;
- La liberté d'expression, c'est à dire le droit absolu pour tout individu d'exprimer ses opinions, par oral, par écrit ou à travers tout autre média ; la liberté des uns s'arrêtant là où commence celle des autres ;
- La libre circulation des individus, l'abolition des frontières, avec l'instauration d'une nouvelle citoyenneté : le fait de s'installer, de vivre dans une commune donnant droit à l'entière participation aux prises de décisions concernant l'ensemble de la vie politique, sociale, économique et culturelle. ♦

Le capitalisme, c'est le vol !

« LES FRANÇAIS, affirmant avec aplomb les plumitifs aux ordres, ont choisi le chômage; dans la gestion de la crise, contiennent-ils docilement, les ouvriers, les cadres, les employés, en un mot les salariés, complices de leurs employeurs, ont préféré faire disparaître les postes de travail les moins qualifiés pour maintenir le niveau de rémunération de ceux qui conservent un emploi ! »

C'est péremptoire et, si on ose dire, sans bavure. Et la litanie continue : c'est le corporatisme des salariés qui empêche de créer des emplois nouveaux; ce sont les salaires et les charges, présentés comme exorbitants, qui obligent les « chefs d'entreprise » — les pauvres ! — à une recherche permanente d'accroissement de la productivité; et chaque innovation technique supprime encore des postes de travail.

C'est l'idée directrice de ceux qui prétendent que, pour faire reculer le chômage, il faut répartir le travail sur plus de personnes sans augmenter la somme totale des rémunérations.

Quelques faits

Voyons d'abord les faits; et tout d'abord cette idée reçue qui affirme que pour combattre le chômage, il faut réduire les salaires. En 1993, la masse totale des rémunérations des salariés a baissé de 18 milliards de francs, ce qui n'a pas empêché le nombre de sans-travail d'augmenter... La cause immédiate du chômage, c'est la disparition des postes de travail : 500.000 emplois supprimés entre 1981 et 1986, qui s'ajoutent aux centaines de milliers déjà disparus au cours des années

soixante-dix; plus de 100.000 postes de travail ont encore été supprimés en 1990; 258 000 en 1992; 319 000 en 1993 — parce que des tâches techniques ou de bureau, assurées naguère par des personnes, s'effectuent maintenant à l'aide de machines ou de logiciels, ou bien encore parce que des postes de travail ont été déplacés ailleurs, là où les salariés sont payés presque rien.

La population active de la France s'élève à environ 24 millions de personnes avec une population salariée aux environs de 19 millions. Le nombre de chômeurs inscrits à l'ANPE dépasse les 3 400 000 — l'accroissement du nombre de demandeurs d'emploi n'a jamais cessé depuis 1970, malgré toutes les politiques dites de relance. Dans la tranche d'âge des seize-vingt-cinq ans, le pourcentage des sans-emploi atteint presque 30%. Presque 2 millions de personnes vivent de contrats à durée déterminée, de travail au noir, de petits boulots. Le chiffre des RMistes dépasse sans doute maintenant les 700 000. On ignore combien de personnes et de familles ont été chassées de leur logement, mais ce nombre s'accroît sans cesse.

C'est un problème qui touche toute la société humaine, avec plus ou moins d'intensité; au sein des pays de l'OCDE (Europe, Amérique du Nord, Japon), il y avait 31 millions de chômeurs en 1981, ces derniers étaient 35 millions en 1993; dans les pays du tiers monde, on dénombre un nombre toujours plus grand de sous-alimentés, c'est-à-dire dont la ration alimentaire est insuffisante pour assurer la survie; ils sont

environ 800 millions aujourd'hui, affirme l'ONU.

Ce serait une erreur grave, en revanche, de croire que cet appauvrissement est général. La dernière publication des organismes d'Etat qui analyse l'économie (INSEE, CSERC), publiée dans la grande presse au début janvier, révèle au contraire que les revenus des placements divers (actions, obligations, SICAV, livrets de caisse d'épargne, locations de logements...) ont augmenté, en moyenne et tous confondus, de 7% par an de fin décembre 1990 à fin décembre 1993, ce qui signifie qu'avec les intérêts cumulés un honnête rentier qui possède 100 francs de placement aura perçu 22,5 francs de revenus en trois ans. Et, s'il est actionnaire, il obtiendra presque 50 francs, la moitié du capital investi, puisque les dividendes des actions françaises ont, depuis trois années, un taux moyen de rentabilité qui frôle les 15% l'an ! Le même rapport nous apprend que, pour la même période, la masse totale des revenus salariaux a diminué. Ainsi d'ailleurs que la rémunération du travail non salarié, comme celui des professions libérales : avocats, médecins... Dans la répartition des richesses créées, mesurées en signes monétaires, la part du capital a encore augmenté dans les dernières années; elle s'est accrue aux dépens de la partie que le travail, même non salarié, tente de conserver, sans y parvenir — la pauvreté des uns fait la richesse des autres.

On peut citer quelques-uns des mécanismes de ce transfert de valeur en soulignant l'importance du loyer très cher de l'argent et les cadeaux toujours plus nombreux

que les gouvernements de la dernière décennie ont consentis aux entreprises. Un exemple : en 1982, la répartition des charges payées afin de financer les diverses dépenses publiques était de 77% pour l'employeur et de 23% pour les salariés; en 1992, la nouvelle répartition est de 69% pour le patron et de 31% pour la partie salariale, un gain net de 8% en faveur du patronat qui se retrouve dans la valeur accrue du dividende. Autre exemple, l'impôt sur les sociétés était, en 1985, de 50%; il est, en 1991, de 34%.

Plus de pouvoir pour les riches

La « révolution libérale », initiée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, a porté ses fruits pour ceux dont elle défendait les intérêts. Les groupes dominants ont augmenté dans des proportions très importantes et leur richesse et leur pouvoir. Par effet inverse, ceux qui

ne sont pas membres de ces groupes ont vu leur situation se précariser, leur niveau de vie et leur liberté se rétracter.

Les discours sur le prétendu partage du travail n'est qu'un mensonge idéologique élaboré par les intellectuels du patronat pour cacher cette situation et déplacer la responsabilité — s'il y a des chômeurs, ce serait de la faute de ceux qui travaillent. Et s'il n'y a pas plus d'embauches, ce serait parce qu'il y aurait encore trop de rigidités dans le Code du travail.

Seul un grand mouvement de protestation, de refus et d'actions pourra stopper puis inverser cette politique; ce sont les grèves et les manifestations qui permettront de regagner le terrain perdu, de réduire massivement la durée du travail, d'abolir le chômage et de partager les richesses. Rien d'autre ne le pourra ! ♦

J. TOUBLET

(gr. Pierre-Besnard - Paris)

NANTES

« Le Local » un lieu pour agir au quotidien

« Le Local » est né en octobre 1993 de la volonté d'une vingtaine de membres d'un collectif de lutte contre la guerre du Golfe (le Groupe de résistance et d'opposition à la guerre) d'ouvrir un lieu militant sur Nantes, lieu géré par les adhérent(e)s rassemblant des militant(e)s venu(e)s d'horizons divers (Fédération anarchiste, Organisation communiste libertaire, anars bretons du Fulor...), mais unis par le même souci de dépasser les attitudes sectaires. Ce lieu a permis que se tiennent plus d'une vingtaine de débats (sur les prisons, les médias, l'Irlande, le FMI...), quelques concerts et de nombreuses autres animations qui ont fait de lui le principal pôle radical de la ville. Chacun(e) peut y trouver la presse militante libertaire et révolutionnaire, s'informer sur les luttes en cours et... boire jusqu'au bout de la nuit !

Structure originale par le fait qu'elle n'est gérée ni par une organisation politique ni par un cartel, « Le Local » a vu naître en son sein plusieurs collectifs de lutte agissant sur des terrains spécifiques. Le plus significatif demeure le Comité Précaires Solidaires Nantais, né de la volonté de dépasser la stratégie légaliste de la structure locale d'AC ! et de poser sur le terrain de la précarité sociale un discours résolument anti-capitaliste. Actifiste en diable, le CPSN a multiplié les interventions, participant à toutes les manifs du CIP, occupant une ancienne ANPE... jusqu'à l'ouverture, le 2 février dernier d'un squatt, situé au 10, rue de Bitche !

« Le Local » (16, rue Sanlecque) est ouvert le mardi et le vendredi, en soirée, à tous ceux qui veulent penser et... agir au quotidien ! ♦

PATSY

(gr. Milly-Witkop - Nantes)

Solidarité internationale avec le Chiapas

Loin de la charité chrétienne et autres comités de soutien passifs, d'organisations ou associations réformistes, la lutte menée par l'EZLN au Mexique, depuis plus d'un an, de par sa spécificité, nous a amené à créer le « Comité de solidarité aux peuples du Chiapas en lutte », en janvier 1995, regroupant « des individus, organisés ou non, mais pour la plupart issus du milieu libertaire ou du mouvement de soutien aux peuples autochtones ».

Les activités du comité sont multiples :

- face à la désinformation des médias nationaux, concernant la situation au Chiapas, un travail d'information est mené par le comité, notamment par l'intermédiaire de son bulletin, *Quetzalcoatl*, pour sensibiliser les gens ;

- organiser des manifestations pour faire pression sur le pouvoir mexicain, des meetings,

des expositions de photos, mais aussi essayer de répondre aux besoins concrets de la lutte menée là-bas.

Même si la situation au Chiapas semble stationnaire, la vigilance s'impose et le comité continu de se réunir une fois par semaine pour préparer le bulletin et organiser les actions futures.

L'internationalisme fait partie intégrante de nos combats et tous ceux qui luttent pour la liberté, la justice et l'égalité nous trouveront à leurs côtés.

Longue vie à l'EZLN, viva Zapata ! ♦

FRED (gr. Alliance - Paris)

N.B. : Comité de solidarité aux peuples du Chiapas en lutte, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. Tél/fax : (1) 43.72.09.54. CCP La Source 3860876V. Chèque à l'ordre de « Paroles diffuses ».

Antimilitaristes pour toute la vie

POUR LES CITOYENS de sexe masculin, la question de l'armée et du militarisme se pose brutalement : un jour, on est appelé sous les drapeaux.

Avant d'aller aux « trois jours », il faut choisir. J'y vais, j'y vais pas, je fais tout pour être réformé, je m'insoumetts, je demande le « statut », je fais le service civil ou pas... bref, c'est la merde on est coincé.

Faut dire que chez nous la conscription ça fait partie des meubles depuis longtemps : 200 ans que la République nous fait le coup du « lien étroit entre l'armée et la nation » ! Ce choix, qui n'en est pas vraiment un, vous tombe sur la gueule à la sortie de l'adolescence, à un moment où l'on n'a pas toujours eu le temps de réfléchir à celui ou celle qu'on veut être. Tant pis, on n'a pas le choix... il faut choisir !

Diverses solutions se présentent, divers « choix » s'opèrent, diverses situations se vivent ou se subissent.

Beaucoup (plus de 30% d'une classe d'âge) sont exemptés, tant mieux pour eux ! Le plupart font l'armée : certains se démerdent pour être planqués, d'autres en chient comme des bêtes, en général tous s'en sortent assez bien, il y en a même pas mal qui en gardent un bon souvenir.

Une toute petite partie des appelés demande son statut et refuse de faire son service civil, les autres s'arrangent avec la vie ou avec leur conscience en occupant des « emplois utiles », en attendant que ça passe.

Le pouvoir (socialiste à l'époque) a eu l'intelligence de mettre en place un service assez supportable qui a permis de faire le tri entre les anti-service militaire seulement et les antimilitaristes opposés à toute forme de conscription civile ou militaire. Ajoutons à cela le chômage qui frappe cruellement la jeunesse, voilà qui ne laisse que bien peu de place à l'idéalisme et aux actions d'éclat.

Une fois cette épreuve passée, avec plus ou moins de réussite, la « vraie

vie » commence : celle de l'adulte autonome et responsable de ses actes. La parenthèse réservée aux jeunes citoyens de sexe mâle est refermée.

Femmes et hommes vivent leur vie. Ils et elles regardent la guerre au journal de 20 heures, en direct de Sarajevo ou de la Tchétchénie. Ils et elles assistent, impuissants, aux ravages causés par la barbarie nationaliste des patriotes de tout poil. Ils et elles cherchent du boulot, en trouvent (ouf !) et voilà qu'on leur fait fabriquer des obus, des gaz de combat, des tanks, des mines, des trucs et des machins... Merde ! C'est pas fini, ça continue les conneries.

Toute notre vie, nous sommes confrontés au militarisme et à ses manifestations les plus diverses. De nouveau, il y a des choix à faire. Certains sont pour, beaucoup sont résignés, beaucoup se rassurent en faisant comme s'ils n'avaient rien vu. Ils ou elles démissionnent mollement, médiocrement. Les miroirs de salles de bains revoient chaque matin des images de visages blafards qui ont enfoui la révolte et la dignité humaine dans les placard de l'indifférence et de la petite lâcheté quotidienne. Celle qui fait qu'on se tait devant les racistes et qu'on s'écrase devant les chefs, petits ou grands.

Depuis la nuit des temps, l'armée opprime, réprime, massacre, viole, pille. Les livres d'histoire dégoulinent de sang, versé pour le Tyran, pour le Roi, pour la Patrie, pour le Parti, pour la Nation.

La Fédération anarchiste lutte contre toutes les armées et contre tous les nationalismes. C'est dans cet esprit qu'elle prend position pour l'abolition de la conscription, cette machine à fabriquer des soldats assassins et/ou des citoyens soumis.

C'est tous et toutes ensemble, toute la vie qu'il faut agir et lutter contre le militarisme !

JÉRÔME

(gr. Albert-Camus - Toulouse)

ÉCOLES EN GRÈVE

La Seine-Maritime durement touchée par la carte scolaire

« Ah ! Ils veulent que ça chauffe... » Voilà ce que s'exclamait une mère d'élève de la maternelle Pergaud à Saint-Etienne-du-Rouvray, lors de l'assemblée générale du 14 mars dernier.

En effet, on venait de lui expliquer que l'an dernier, suite à de nombreux mouvements de colère des jeunes et de la population, l'inspecteur d'Académie s'était ému et avait renoncé à fermer une classe dans l'école maternelle de ce quartier dévasté. Un no man's land, une tour vidée en quelques semaines, et les effectifs qui baissent. La prévision pour l'an prochain dans cette école étant pour l'instant de 61 enfants pour trois classes — ceci sans prendre en compte le rachat, par la Mairie, d'appartements sûrement amenés à accueillir des couples avec des jeunes enfants. Soixante-et-un pour trois classes, de quoi assurer une rentrée dans de bonnes conditions. Malheureusement, l'administration ne l'entend pas de cette oreille et, appliquant les normes strictes, fait tomber le couperet : fermeture d'une classe. Nouvellement reconnue en Zone d'éducation prioritaire (ZEP), l'effectif appliqué sera de 27 par classe (30 hors ZEP), mais alors tout le monde ne sera pas accueilli ? Non... mais ce ne sont que des enfants de deux ans, que l'inspection utilise à son gré.

Dans le même temps, ces familles s'entendent dire que les enfants accueillis dès deux ans à l'école maternelle ont deux fois plus de chances d'arriver au baccalauréat, surtout dans ces quartiers difficiles. Alors là, elles ont envie de hurler devant une injustice si flagrante !

« ...Alors, ça va chauffer ! ». Voilà près de deux semaines que les parents occupent cette école et crient haut et fort leur colère. Même scénario dans une école primaire voisine où les conditions se dégradent sérieusement ; après la fermeture de classe prévue, les CM2

devraient se retrouver à 30 élèves et plus. Les enseignants explosent : « Après ça, le ministre vient nous parler de pédagogie différenciée, de prise en compte des rythmes individuels et de soutien ! »

Le soutien, parlons-en, ce sont trois postes de soutien qui sont supprimés sur Saint-Etienne-du-Rouvray, notamment sur le quartier du Château-Blanc où le taux d'enfants d'immigrés atteint parfois 80%. Certains de ces postes, si l'effectif requis est atteint, seront transformés en classes d'adaptation.

« Défendre l'école publique et laïque contre les attaques du privé... »

Cependant, si celles-ci sont nécessaires, elles ont un objectif complètement différent. « Les postes de soutien, assez peu clairement définis au départ, ont permis tout et n'importe quoi », dit l'inspecteur départemental. A cela les instits répondent : « Peut-être, mais il y a eu tout, un souffle dans l'école, une expérience possible, tel instit de soutien animant la bibliothèque avec un petit groupe, aidant les élèves en difficulté, notamment en français, la revendication de six maîtres pour cinq classes enfin prise en compte ». Dans ces écoles, tout cela va disparaître, la liberté fait encore souvent peur.

C'est toute la Seine-Maritime qui est durement touchée par la carte scolaire Bayrou :

- retrait de 32 postes d'instits (aujourd'hui 27) ;
- 112 fermetures de classes ;
- 9 blocages et 26 ouvertures éventuelles ;
- suppression de la totalité des postes de soutien (54).

En fait, au niveau national, le nombre de création de postes d'enseignants étant de zéro, les

inspections jonglent par un savant redéploiement et selon la formule « Déshabiller Pierre pour habiller Paul » (quand celui-ci crie un peu trop fort).

Réunis en assemblée départementale, les syndicats, après la réussite de la grève du 7 février, suivie à 70%, et qui portait également sur l'intégration de tous dans le Corps de Professeurs des écoles (CPE), appellent de nouveau à la mobilisation. Une audience sera demandée au ministre le mercredi 13 avril, avec manifestation de parents et d'enseignants. Ceux de Saint-Etienne-du-Rouvray, mandatés en assemblée générale, portaient une proposition de grève pour le 13 avril, mais qui n'a pas été retenue suite au sondage effectué dans les écoles du département. Malgré la frilosité de certains syndicats, notamment de SE-FEN et le SNE-CGC, il est sûr que les enseignants de Saint-Etienne-du-Rouvray continueront la lutte et feront grève, forts de la mobilisation conjointe des parents et des collègues où de nombreux postes sont supprimés au profit des heures supplémentaires.

Ils réaffirment leurs revendications, qui sont la création d'emplois, le maintien des postes de soutien, la prise en compte et la scolarisation des deux ans, 25 élèves maximum par classe et des moyens spécifiques d'aide aux élèves en difficulté.

Défendre l'école publique et laïque contre les attaques du privé (patronal ou confessionnel), lutter pour de meilleures conditions d'accueil des jeunes et d'enseignement, dans l'unité et en dehors de tout esprit corporatiste, c'est la tâche des enseignants et des parents, les anarchistes sont partie prenante de ces luttes. Mais aussi œuvrer pour la transformation de l'école qui, en son sein-même, reproduit les inégalités sociales. ♦

VIRGINIE, institutrice (gr. de Rouen)

RENDEZ-VOUS

BESANÇON

La FA organise, le vendredi 7 avril, à 20 h 30, à Radio Bip, 14, rue de la Viotte, une conférence-débat sur le thème suivant : « Nouvel ordre mondial... derrière les mots quelle réalité ? », avec René Berthier.

MONTPELLIER

Samedi 8 avril, 21 h, au Boskop : 2^e fête de la FA, en soutien à l'Anarchiste Black Cross, avec Kochise et Schwartzeneggar. Entrée : 40 F, donnant droit à un verre de punch gratuit.

NANCY

Le groupe Jean-Roger-Caussimon et la revue *L'Encre noire* changent d'adresse. Pour les contacter, écrire désormais au CRES, 76, rue Léonard-Bourcier, 54000 Nancy.

Lille : le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux

Créé en 1987 à l'initiative de la FA, le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux (1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille. Tél./fax : 20.47.62.65) partait de l'idée qu'une action anarchiste doit, si possible, se développer autour d'un lieu ouvert et autogéré, capable de fédérer de multiples initiatives de subversion...

C'est ainsi que le CCL est devenu progressivement le lieu de rencontre et de coordination de la Fédération anarchiste, du groupe libertaire Aktion, de la Confédération nationale du travail (CNT-AIT), du journal *Zon'Art*, de l'association homosexuelle Les Flamands Roses et, pendant un certain temps, de l'Union pacifiste et de l'AZADEL (association zairoise). Notons, par ailleurs, que le CCL est ouvert aujourd'hui à tout libertaire qui souhaite y adhérer individuellement et que ses différentes composantes sont unies par un lien d'assistance mutuelle.

Un espace de liberté et de débat

Fidèle au principe d'auto-organisation (dans les quartiers, les associations, la ville...), le CCL correspond également à un souci d'ancrage local. Ces quatre bouts de murs sont un espace conquis. Il s'agit, en effet, pour les anarchistes de se doter des moyens (ici un lieu) d'une action politique sans concessions. Pour cela, il faut savoir s'imposer quelques « sacrifices » humains et financiers ; l'objectif étant l'indépendance vis-à-vis des pouvoirs locaux ! Car depuis Fernand Pelloutier (fondateur des Bourses

du Travail), les libertaires savent bien que seule l'autonomie autorise l'action politique radicale et à long terme. Non seulement, elle met à l'abri d'une éventuelle restriction de la liberté d'expression et de réunion, mais elle permet de s'initier aux mécanismes de la gestion directe. En ce sens et dès son origine, le CCL s'inspirait et souhaitait revivifier le mouvement des Bourses du Travail (ceci n'interdit pas, bien au contraire, d'investir d'autres lieux, comme la Maison de la Nature et de l'Environnement, dans laquelle la FA est également très présente).

Une infrastructure au service du mouvement social

Mais le CCL n'est pas qu'un espace. Il est vrai qu'entre ses murs se tiennent les permanences des différents groupes sus-cités, des réunions publiques extrêmement diverses, une bibliothèque, une librairie, un centre de documentation et d'expression... Ceci dit, le CCL est aussi un dispositif en prise directe sur la vie extérieure. Bref, le CCL n'est pas un espace clos où l'on se réfugie frileusement dans l'entre-soi anarchiste, comme en dehors du monde. C'est un dispositif de rassemblement, de réflexion et d'action, capable d'intervenir au cœur des événements culturels, politiques, sociaux... de Lille et la région ! ♦

LES AMIS DE BENOÎT BROUTCHOUX

MONTPELLIER

Y s' passe quoi ?

La contestation estudiantine et lycéenne face aux lois sécuritaires et au rapport Laurent

L'INFLUENCE CROISSANTE du mouvement libertaire à Montpellier, depuis quelques années, nous a poussé à démarrer en solo une campagne d'envergure sur les lois Pasqua, au mois d'octobre 1994. Affichage, conférence-débat et manifestation donnaient le ton d'un début de mobilisation. Rejoints par les autres groupes libertaires de la ville, le travail s'intensifia et eut un certain écho sur la population, notamment sur la jeunesse (1). Une « fiesta against Pasqua », fin novembre, attirait 500 personnes. Une table d'information un peu malmenée par la police suscita plusieurs articles dans la presse régionale. Au début de l'année 1995, le regroupement des organisations et associations anarchistes décida de passer à la vitesse supérieure. Un forum est organisé à la fac de Lettres le 10 janvier et une manifestation programmée pour le 28 à l'appel des anars montpelliérains. Cette initiative sera reprise à Nantes le même jour. Difficile dont à Montpellier d'ignorer les projets liberticides du ministre de

l'Intérieur. Pour en être plus sûr, 2 000 affiches et 3 000 tracts annonçant la manif du 28 janvier après-midi et détaillant la politique sécuritaire du gouvernement.

Ce travail de sensibilisation est repris par un groupe de lycéens proches des libertaires, qui crée un Collectif lycéen contre les lois Pasqua. Celui-ci appelle à une grève dans les bahuts, pour rejoindre le cortège de l'après-midi. La manifestation des anars, après tout ce battage, regroupe environ 400 personnes. Malheureusement, peu de lycéens le rejoignent. Cependant, l'objectif est atteint, puisque la grève a été suivie (2) et les lycéens ont défilé à plus d'un millier le matin. Succès pour le collectif qui voulait informer et pousser à la réflexion les jeunes. Après le week-end, ils remettent ça spontanément. Les bahuts débrayent les uns après les autres. Nouvelles manifestations au cris de « Pasqua, facho, les jeunes auront ta peau ». Si certains ne savent pas encore



- Pasqua modernise la police -

vraiment ce que sont ces lois qu'ils dénoncent, le plaisir de casser la monotonie des cycles scolaires remplit les rues du flot de contestataires. Sentant la nécessité d'un travail en profondeur, le collectif lycéen tente de réorganiser le mouvement. Premier objectif : que tous puissent connaître la loi sur la sécurité du locataire de la place Beauvau. Tract à l'appui, la vidéo-surveillance, la limitation du droit de manifester et les politiques anti-immigrés sont décortiquées et expliquées. Loin de vouloir récupérer le mouvement, le collectif lycéen contre les lois Pasqua essaie de susciter la créativité et de stimuler toutes les initiatives de ceux engagés dans la lutte. Ils durent également être attentifs aux magouilles des politiciens en herbe d'un auto-proclamé « Collectif lycéen de l'enseignement public » (CLEP), proche des jeunes socialistes. Ceux-ci, après avoir condamné les premières grèves et les premières manifestations, firent de la suren-

chère sur le ton de « nos lycées doivent trembler », tout en évitant bien sûr de réellement favoriser la poursuite du mouvement. Mais les différentes manœuvres du CLEP n'ont pas dupé les lycéens ; gageons qu'ils s'en souviendront.

« Au moment où l'on nous appelle à voter et à mettre notre avenir entre les mains de politiciens, [les actions menées] sont salvatrices. »

Le mécontentement diffus qui a poussé les lycéens dans la rue, existe aussi dans les universités. Le manque chronique de moyens et la prise de conscience de la fin du système de promotion sociale par la culture amènent les étudiants à être plus revendicatifs. Un rapport commandé par le ministre de l'Enseignement supérieur devient

l'élément déclencheur d'une mobilisation. Le rapport Laurent, qui préconise une forte augmentation des droits d'inscriptions universitaires, un pouvoir accru des entreprises dans la formation et le transfert de 4/5 des allocations logement pour les étudiants vers des bourses attribuées au mérite, est dénoncé par les syndicats estudiantins qui appellent à une première assemblée générale. 500 étudiants s'y retrouvent. Une volonté d'arrêter de subir est perceptible. Rapport Laurent ou pas, beaucoup de jeunes désirent un changement. Dès ce moment-là, des revendications sortant du cadre étroit de l'université émergent. Alors, on parle de tout. Du rapport Laurent, de l'exclusion, des bourses non versées, des lois Pasqua, des salariés qui se serrent la ceinture... Les syndicats n'ont, eux, qu'un seul objectif : mobiliser sur les problèmes strictement universitaires. La première semaine de mobilisation est en demi teinte. Les assemblées générales se succèdent, mais leur fréquentation baisse. Cependant, une synthèse du rapport incriminé est diffusée très largement et assure une bonne connaissance des problèmes qu'il suscite. Les lycéens se faisant pressant, une manifestation commune est annoncée. Celle-ci, même si elle ne fut pas un franc succès de par le faible nombre des participants, aura permis aux étudiants de faire leur revendications en faveur de l'abrogation des lois Pasqua. Le schéma devient plus clair : le rapport Laurent organise la précarité à la fac ; les lois Pasqua organisent la répression des mouvements sociaux que la précarité ne manquera pas de créer. La conscience d'une globalité des problèmes apparaît. Les libertaires, fort du travail effectué sur les lois

sécuritaires, abondent dans ce sens. Le groupe de la FA, pour donner toutes ses chances à l'élargissement du mouvement, distribue des tracts à la journée de lutte pour le maintien de la Sécurité sociale, incitant les salariés à faire converger les revendications et les luttes. Etudiants, lycéens et personnels de l'Education nationale se retrouvent pour une démonstration de force le 7 février. 6 000 personnes arpentent les rues de la ville dans l'après-midi. Forts de cette réussite, les étudiants de Lettres se mettent en grève. Reconnue d'assemblée générale en assemblée générale, elle se poursuit jusqu'aux vacances scolaires le 18 février. Réunis dans un Collectif libertaire étudiant, les militants anarchistes participent à la mobilisation contre le rapport Laurent et à l'élargissement du mouvement. Une journée de débats sert de laboratoire d'idées pour les étudiants les plus investis. La réflexion s'est développée sur les lois Pasqua, sur l'abstention et sur le désir d'une autre société. Le mouvement n'a pas eu la force de celui de l'an passé sur le CIP ; la colère (probablement due à la répression), cette année, était absente. Mais, pour certains, cela prenait l'allure d'une répétition avant de nouveaux combats. D'ailleurs, en fin de mouvement, un collectif d'étudiants continuait un travail d'information et de réflexion, pour peut-être plus tard remettre ça.

Au moment où l'on nous appelle à voter et à mettre notre avenir entre les mains de politiciens, ces initiatives sont salvatrices. Car, il faut rappeler que droite ou gauche, les lois sécuritaires resteront. Tous auront à gérer la crise sociale, et aucun gouvernement ne se passera du contrôle social que permettent de telles mesures. C'est pour cela que lors du débat parlementaire sur la loi « sécurité » du ministre de l'Intérieur, le Parti socialiste et le Parti communiste n'ont soulevé comme point de désaccord que l'impossibilité pour la Commission nationale Informatique et Libertés (CNIL) d'avoir un droit de regard sur les bandes enregistrées par la vidéo-surveillance. Et si à l'approche des élections, leur discours peut changer (démagogie oblige), il n'y a que la lutte, que la rue pour modifier le rapport de force existant. ♦

STÉPHANE (gr. de Montpellier)

(1) 60 000 étudiants et lycéens à Montpellier.
(2) 30 à 50% selon les établissements.
N.B. : groupe FA, BP 5555, 34072 Montpellier cedex)

Pour tout savoir sur l'anarchisme : la librairie du Monde Libertaire 145, rue Amelot, 75011 Paris (du lundi au vendredi : 14 h - 19 h 30 et samedi : 10 h - 19 h)

A PARIS... Branchez vous

ROCK CONTACT

De 22H30 à 01H00...

tous les **VENDREDIS**

Radio **Libertaire 89.4 FM**

☎ 42 62 90 51

Bonaventure : une république éducative libertaire

Bonaventure a ouvert ses portes en septembre 1993 sur une petite île de Charente-Maritime, l'île d'Oléron. Une demi-douzaine d'enfants, une demi-institutrice, une demi-animatrice, un quart d'animateur, quelques parents, un petit réseau local de sympathies en tout genre, une association forte de 250 adhérents... étaient unis autour d'un projet d'école libertaire. Ce projet comportait, et comporte toujours, plusieurs axes.

Il s'agissait de démontrer qu'une école (contrairement à celle de l'Etat, des curés, des patrons...) pouvait fonctionner autrement qu'à l'origine sociale. Permettre à tous les enfants non seulement d'acquérir des savoirs mais les construire. Faciliter le libre développement de la personnalité de l'enfant. Initier des apprentissages aussi bien dans le cadre de la classe qu'en dehors de ce cadre. Reposer sur des relations anti-autoritaires entre enseignants et enseignés. Et trouver tout son sens dans un apprentissage permanent de la liberté, de l'égalité, de l'entraide, de l'autonomie, de l'autogestion et de la citoyenneté. Bref, Bonaventure, c'était tout à la fois une

école libertaire, un centre éducatif libertaire et une petite république éducative libertaire.

Aujourd'hui, après deux ans de fonctionnement nous parlons plus volontiers de république éducative libertaire. Non pas que les apprentissages scolaires ou ceux qui se déroulent en dehors de la classe aient été remis au magasin des accessoires, mais parce que nous nous apercevons de plus en plus que ces apprentissages sont d'autant plus opérants qu'ils baignent dans un apprentissage permanent d'une citoyenneté pleine et entière.

A Bonaventure, en effet, les enfants, contrairement aux enfants-rois ou aux enfants du laissez faire, sont des citoyens comme les autres, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. Et même si c'est parfois difficile, même s'il faut du temps pour apprendre à défendre son point de vue, à tenir compte de celui des autres, à trouver le point d'équilibre entre des intérêts particuliers et l'intérêt général... ils ne s'y trompent pas. Il suffit de voir la différence existant entre les conseils d'enfants d'il y a un an et demi et ceux

d'aujourd'hui, pour s'en rendre compte.

Là, dans cet apprentissage permanent de la citoyenneté, réside l'essence même de Bonaventure. Nous avions certes déjà tout dans la tête puisque Bonaventure avait fait clairement le choix de l'égalité des salaires, d'une propriété collective, d'une gestion collective (conseils d'enfants, d'adultes, assemblées générales, commissions techniques, congrès annuel rassemblant acteurs directs et indirects du projet...), de la gratuité (grâce au financement social basé sur des souscriptions...) d'une recherche de convergences avec d'autres alternatives scolaires, éducatives, syndicales, culturelles, politiques... de type anti-autoritaire, en vue de participer à la construction d'un mouvement social libertaire capable d'abattre à grands coups de révolutions un système social et politique (le capitalisme), basé sur l'exploitation et l'oppression de l'être humain par l'être humain... Mais... Mais c'est bien connu, c'est en marchant qu'on apprend à marcher... et c'est peu dire que les petits et les grands citoyens de Bonaventure y ont pris goût. ♦ J.-M. RAYNAUD

ÉDUCATION LIBERTAIRE

L'école Bonaventure entre Alpes, Piedmont et Lombardie

Alors qu'elle existe depuis près de deux ans, l'école libertaire Bonaventure d'Oléron n'était jamais venue dans les communes des Alpes du nord et a fortiori pas souvent non plus en Italie. Il nous avait donc semblé qu'avec un groupe libertaire en Maurienne, qui étend ses activités jusqu'à Chambéry, une liaison FA et une co-organisation entreprise avec nos compagnons anarchistes d'Italie, ce devait être comblé. La tournée fut chose faite du 5 au 11 mars où, après être passés dans l'Ain chez des agriculteurs bio et à Grenoble à l'invitation du groupe FA, les camarades de Bonaventure animèrent des réunions publiques à Milan, Pinerollo, Turin, Chambéry et enfin Saint-Jean-de-Maurienne. Une semaine bien chargée pour les deux « bonaventuriers », avec lesquels nous avons pu vérifier la vivacité du mouvement anarchiste et des révolutionnaires italiens, qui plus rapidement qu'ici sont confrontés à l'abandon et à la défaite de l'enseignement de masse géré et, jusqu'il y a peu, promu par l'Etat. En effet, le gouvernement et la grande industrie évoquent de graves difficultés de gestion de certains services publics, dont l'école, pour justifier leur désengagement financier. Une des premières mesures sera de faire cesser l'obligation légale pour les communes d'offrir un service d'école maternelle, et le résultat ne se fera probablement pas attendre longtemps : de grandes communes très endettées n'hésiteront pas à fermer les portes des écoles afin d'alléger leur budget. Et dans ce décor, il ne semble pas que de très nombreuses alternatives soient possibles, seule l'Eglise catholique a matériellement les moyens de reprendre 95% de ces établissements scolaires, d'après nos camarades de la Fédération anarchiste italienne. Et il n'est pas possible d'envisager que la bourgeoisie n'ait pas volontairement fait les choses pour qu'il en soit ainsi, l'Eglise est un allié naturel au pays du catholicisme, et même en France on a pu constater récemment que l'Etat tendait la perche à la calotte. Ceci peut s'expliquer de diverses manières mais il est certain que les Etats d'Europe ont besoin d'une Eglise qui n'a jamais vraiment perdu pied politiquement et qui, de surcroît, est prête à prendre le relais « charitable » d'Etats qui n'ont aujourd'hui que faire de la politique sociale, mais ne souhaitent pas non plus que ce désintéressement pour les plus pauvres provoque leur révolte. Les laissés-pour-compte auront donc « ce qu'il leur faut » : un éducation de la soumission et le nécessaire pour survivre, pas plus ! Dans ces conditions, il est tentant pour les anarchistes italiens de mettre l'occasion à profit et d'investir l'espace ainsi libéré pour tenter l'aventure de l'école libertaire, de l'autogestion ici et maintenant, d'éduquer pour révolter, pour l'autonomie et l'harmonie de l'individu.

Alors, bien sûr, le débat fut vif entre ceux qui pensent que l'école de l'Etat

offre, de par sa situation actuelle, ces espaces de liberté propres à développer des expériences pédagogiques révolutionnaires et ceux qui voient l'impossibilité de réformer une institution étatique quelconque ou de profiter de celle-ci. L'école Bonaventure arrivait donc à point pour ces derniers et les deux « bonaventuriers » furent maintes fois questionnés, que ce soit à propos de la pédagogie ou de l'initiative politique que constitue l'expérience sur l'île d'Oléron et son réseau. En bref, on peut dire que l'intérêt est vif de l'autre côté des Alpes, et qu'on peut espérer y voir un jour (proche ?) un réseau d'éducation libertaire, ce qui constituerait une initiative loin d'être anodine.

De ce côté des montagnes, le débat fut certes différent (nous ne sommes pas dans la même situation), mais on peut dire que l'intérêt pour la seule expérience libertaire concrète en matière d'école ne fut pas moindre. Avec vingt inconnus présents à la réunion de Chambéry (plus les amis), après trois ans d'absence sur cette ville, avec une douzaine de visages que nous découvrirent à Saint-Jean-de-Maurienne et des débats vivants, sans compter que la conclusion se fit sur la constatation de la nécessité de changer l'ensemble de la société, on peut dire que ces initiatives en Savoie furent un succès. Et un succès bien couvert par la presse locale. Nous continuerons, c'est certain, sur ce sujet et sur d'autres, maintenant que la preuve est faite que les idées et pratiques libertaires sont un horizon qui suscite l'intérêt. ♦

LAURENT MARTIN
(liaison FA de la Maurienne)

RECUEIL D'ARTICLES

« Chine. Fin de siècle. Tout va changer pour ne rien changer »

Jean-Jacques Gandini - éditions ACL
préface de Charles Reeve

LA CHINE, nouvelle puissance économique, est-elle à la veille de nouveaux changements politiques ? L'affairisme et les spéculations ont déjà transformé le pays dont les autorités se déclarent encore socialistes alors qu'elles ne sont que bureaucratiques. « Réformer, privatiser, démocratiser sont devenus les maîtres-mots de la nouvelle orientation du régime en place, bien qu'il continue à se définir comme marxiste-léniniste. »

Ouverture économique, libéralisme et corruption, explosion sociale, contrôle des populations, répression de masse, dissidence éclatée et auto-émancipation... la métamorphose en cours n'est guère aisée à comprendre dans le contexte politique et social actuel en Chine. Nombreux sont les textes sur le sujet, mais peu nous permettent une réflexion profonde sur les boulever-

sements en cours, dont ceux entraînés par la fin de l'ère Deng Xiaoping, ou répondent aux questions qui se posent sur la place de l'émancipation sociale dans un pays encore dirigé par le Parti communiste chinois. « *Les legs de Deng Xiaoping, c'est une Chine "moderne", dotée d'une économie de marché mais dépourvue de libertés politiques, ressemblant étrangement à l'Espagne de Franco.* » Et c'est aussi « *la consécration d'une Chine à deux vitesses* », les « *richissimes représentants de la diaspora chinoise sont accueillis avec tous les honneurs, investissant en masse dans le sud du pays, accentuant ainsi le déséquilibre entre régions côtières en plein boom et intérieur du pays moyenâgeux.* » La « *paix sociale* » est assurée par le Parti qui « *conserve sa mainmise sur la vie de tous les jours : emplois, promotions, salaires, logements* ». Le calme règne

dans les provinces et au Tibet occupé militairement. Les dissidents sont en prison ou en exil, le goulag chinois est le « *premier exportateur du pays*... »

Le livre de Jean-Jacques Gandini, qui regroupe des articles publiés au cours des dix dernières années, est essentiel pour saisir la portée des mouvements au sein d'un pays qui se jauge à l'échelle d'un continent. Collection d'articles parus notamment dans la presse libertaire, cette publication de l'Atelier de création libertaire contribue à nous faire percevoir l'évolution de la Chine et les enjeux en présence dans un pays en mutation. Un travail qui offre des repères historiques et des analyses pour mieux pénétrer une réalité complexe et diverse. Devant une situation qui oscille entre réforme ou chaos, le constat des populations chinoises prises en otage entre un parti-institution et les spéculateurs, on se souvient que « *les anarchistes ont marqué de leur empreinte l'histoire de la Chine moderne* ». Les conditions de l'émancipation sociale semblent éloignées, mais Jean-Jacques Gandini nous rappelle que la dissidence est encore présente et que « *le peuple chinois a entamé sa longue marche contre ses nouveaux mandarins rouges ; il n'aura de cesse d'aller jusqu'au bout.* » ♦

CHRISTIANE PASSEVANT

« La Chine. Fin de siècle. Tout va changer pour ne rien changer » (éditions ACL) avec Jean-Jacques GANDINI

RADIO LIBERTAIRE (89.4)
« Les Chroniques rebelles et syndicales »
samedi 1^{er} avril - 12 h 30 - 14 h 30

FORUM de la LIBRAIRIE du MONDE LIBERTAIRE
145, rue Amelot (M^o Oberkampf) 75011 Paris
samedi 1^{er} avril - 16 h 30

Conférences de la CNT-SSE

« BONAVENTURE une école libertaire pourquoi, comment ? »

• PLAISIR (Yvelines)
Mercredi 5 avril, 20 h 30
Maison de l'Aqueduc,
rue Marcel-Pagnol.

• NANTERRE (Hauts-de-Seine)
Jeudi 6 avril, 12 h 30
Faculté de Nanterre,
Bât. A, Amph A3.

• BEAUVAIS (Oise)
Jeudi 6 avril, 20 h 30
Maison des Syndicats.

• PARIS (20^e)
Vendredi 7 avril, 20 h 30
CNT, 33, rue des Vignoles.

• ÉVRY (Essonne)
Samedi 8 avril, 20 h 30
MJC d'Évry-Village,
place du Général-de-Gaulle.

...
BONAVENTURE
35, allée de l'Angle, Chaucre
17190 Saint-Georges-d'Oléron.
Tél. : 46.75.08.92.
FAX : 46.76.82.60.

Ciné sélection

CRÉTEIL, DU 31 MARS AU 9 AVRIL

Le 17^e Festival international de films de femmes

A la Maison des Arts, aux cinémas du Palais et au cinéma La Lucarne

V OILÀ encore une année où ce « spécifique » sera une occasion exceptionnelle de voyager par la magie des images, grâce aux réalisatrices et à leurs équipes talentueuses provenant des quatre coins de la planète.

Oui, encore une où ce dernier festival fera frémir de plaisir un public avide de « toiles » de qualité et d'ambiance cinématographique.

L'animatrice (cofondatrice) de cette manifestation et sa courageuse troupe nous entraîneront, c'est certain, vers les chemins non balisés de la distribution cinématographique.

Dans un contexte marqué par une fréquentation des salles en baisse, cette festivité originale témoigne d'une assistance fidèle et toujours plus nombreux. En effet, le festival a rassemblé en 1994 plus de 100 réalisatrices, 300 professionnel(le)s venu(e)s

de tous les horizons et accueilli 30 000 spectatrices et spectateurs... fait encourageant pour les créatrices ne jouissant pas tout à fait de la production et diffusion qu'elles méritent !

Pour son dix-septième anniversaire, oyez Mesdames et Messieurs l'étrange nouvelle : le festival va nous régaler d'un spécial centenaire, certes, mais unique : 100 pionniers d'hier et d'aujourd'hui en Europe !

En ce qui concerne la France, il y aura un hommage à toutes les réalisatrices du muet : Germaine Dulac, Musidora, Lucienne Legrand... autour d'Alice Guy-Blaché, première cinéaste au monde, exploratrices des premières heures du muet et de l'arrivée du cinéma parlant !

Côté films en compétition : 52 inédits, dont 10 longs métrages de fiction, 12 longs métrages documentaires et 30 courts

métrages, nous tiendront « à bout de souffle ».

Bien entendu, soirées de gala, soirées-rencontres prometteuses, conférences, débats en présence des artistes... offriront un regain d'intérêt aux blasé(e)s.

Si vous aimez les bons scénarios, les bonnes mises en scène,

les bons rôles d'actrices relatant la vie des femmes telles qu'elles-mêmes la vivent, l'expriment, la rêvent, plongez dans l'événement, c'est une bien belle atmosphère ! ♦

ROSINE ARROYO

ROCK CONTRE LA RÉPRESSION EN GRÈCE
après l'arrestation de cinq squatters anarchistes

INFRAKTION
PETER et TEST TUBE
BABIES (G.-B.)

• Chambéry
jeudi 30 mars
Le Rocking Chair.
• Limoges
vendredi 31 mars
salle John-Lennon.
• Avignon
samedi 1^{er} avril
Le Bistrotquet.

Du 1^{er} au 15 Avril va avoir lieu une tournée de soutien au réseau anarchiste international d'aide aux prisonniers d'opinion. Cette tournée se déroulera avec les groupes SCHWARTZENEGGAR (England) et KOCHISE (Paris/Bordeaux). A chacun de ces concerts auront lieu des stands d'informations et des interventions quant aux luttes et campagnes menées par l'ANARCHIST BLACK CROSS. Les bénéfices de cette tournée iront bien sûr pour l'A.B.C.

- 01/04: LILLE, le Thémis Bar, rue de la monnaie. (dans le cadre du festival Art et Anarchie)
- 02/04: THIONVILLE (à confirmer).
- 03/04: ANGERS, le Rockmania, 18 bd Arago.
- 04/04: NANTES, rue de Bîche, quai Magellan.
- 05/04: BORDEAUX, On A Faîmi, le Jimmy.
- 06/04: TOULOUSE, l'Omibus.
- 07/04: AGEN, salle des fêtes de Beauville (25 Km d'Agen).
- 08/04: MONTPELLIER, salle Boskop, rue Boyer.
- 09/04: LYON ou ST. ETIENNE (à confirmer).
- 10/04: GENEVE, le Manoir, rue Henri Bordier.
- 11/04: LAUSANNE, l'Espace Autogéré, 2 chemin de la Colline.
- 12/04: REIMS, MJC Claudel, place Claudel.
- 13/04: DIJON, Maloka, l'Acropole Bar.
- 14/04: PARIS, le Fahrhcit, 31 bd Gambetta, Metro Corentin Celton.
- 15/04: DUNKERQUE, la Péniche. (dans le cadre du festival Art et Anarchie).

Tournée de concerts pour l'Anarchist Black Cross

Colloques ethnologiques de Bordeaux
Jeudi 13 avril
« Autoritarisme et Ethnologie »
Université Bordeaux II,
3^{er} ter, place de la Victoire.
Renseignements : 57.57.18.00 (poste 70/76)

Lille : 3^e édition du festival « Art et Anarchie » du 1^{er} au 15 avril (sans subvention ni publicité)

• 1^{er} avril - 18 h : concert Kochise et Schwarzenegger, en soutien à l'Anarchist Black Cross. Le Thémis, 79, rue de la Monnaie (Vieux-Lille), métro Rihour. 30 F.

• 2 avril - 11 h : parade avec AMA (Ariège), Alice... Marché de Wazemmes (M^o Gambetta).
• 2 avril - 17 h : bal folk avec AMA. Maison de la Solidarité, 68, rue du Marché, quartier Wazemmes (M^o Gambetta). 30 F.

• 3 avril - 17 h : conférence de presse, vernissage expo, pot, animation « noces et banquets », musique AMA. Maison de la Nature et de l'Environnement, 23, rue Gosselet (M^o République). Exposition visible du 3 au 15 avril, de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.
• 3 avril - 19 h : repas végétarien. Maison de quartier du Vieux-Lille, 24, rue des Archives (M^o Rihour). A partir de 20 F.

• 3 avril - 21 h : spectacle de contes avec Daniel Crumb et Eugène Euphébo, Maison de quartier du Vieux-Lille. 20 F.

• 4 avril - 20 h 30 : concert avec La Lune parle toute seule, Patrick Eudeline et Myriam, Daniel Darc (ex-Taxi Girl) sous réserve. Théâtre Massenet, Maison de quartier de Fives, rue Massenet (métro Fives). 30 F.

• 5 avril - 15 h : théâtre d'ombres pour enfants, « Le Tigre, le brahmane et le chacal ». Théâtre Massenet, Maison de quartier de Fives. 10 F.

• 5 avril - 21 h : orgue de Barbarie, accordéon, musique avec Gérard, AMA et Alice ; gueuloir public avec Eugène Euphébo. Café Le Sébasto, 47, rue Inkermann (M^o République).

• 6 avril - 20 h : film *Deux lions au soleil* de Claude Faraldo (en présence du réalisateur). Cinéma L'Univers, 14, rue Danton (métro Porte-de-Valenciennes). 30 F.

• 7 avril - 21 h : orgue de Barbarie, accordéon, gueuloir public. Café Le Relax, 48, place de la Nouvelle-Aventure (place du marché de Wazemmes), métro Gambetta.

• 8 avril - 15 h : conférence « Surréalisme et Anarchisme », avec André Bernard et Aurélien Dauget. Maison de la Nature et de l'Environnement, 23, rue Gosselet.
• 8 avril - 20 h : chanson française, avec Mathis Haug, Xavier (Almoyna)... Maison de quartier du Vieux-Lille, 24, rue des Archives (M^o Rihour). 30 F.

• 9 avril - 11 h : parade avec AMA, Alice, Gérard, marché de Wazemmes (M^o Gambetta).

• 9 avril - 17 h : chansons de Ghislain Gouvy et Les Fruits défendus. Centre culturel libertaire Benoît-Brouthoux, 1-2, rue Denis-du-Péage (M^o Fives). 20 F.

• 9 avril - 19 h : concert ZPK, Jean-Paul II et son Immaculée... contraception, Barnabé et ses Atomes Mystiques, Peck-A-Boo, Poppy Field. Le Thémis, 79, rue de la Monnaie (Vieux-Lille). 30 F.

• 10 avril - 20 h 30 : le Théâtre des Rues présente « Balkans Express ». Maison de quartier du Vieux-Lille, 24, rue des Archives. 20 F.

• 11 avril - 19 h : Les Scraps fêtent leurs dix ans ! Le Thémis, 79, rue de la Monnaie (Vieux-Lille).

• 11 avril - 21 h : No Vibrato (jazz). Le lieu est à définir.

• 12 avril - 19 h : concert avec Silver, Phase Terminale, In Vitro. Le Thémis, 79, rue de la Monnaie. 30 F.

• 13 avril - 19 h : concert ragga avec Les Zarmazones, Hypnotik Gang, peinture collective avec Faoud, Gabriel.

Salle Imagine, 23, rue Alsace-Lorraine, à Saint-André. 30 F.

• 14 avril - 20 h 30 : adaptation en théâtre d'ombres de la BD sur Benoît Brouthoux, par Le Fil à la Patte. Maison de quartier du Vieux-Lille, 24, rue des archives (M^o Rihour). 20 F.

• 15 avril - 15 h : conférence : « Le roman noir », avec Gérard Delteil, Jean-François Vilar, Jean-Bernard Pouy et, sous réserve, Didier Daeninckx ; bourse aux livres subversifs (neufs et d'occasion) et table de presse. Mairie annexe du Vieux-Lille, place Louise-de-Bettignies (métro Rihour).

• 15 avril - 19 h : concert Kochise, Schwarzenegger, UFD, Hypnotik Gang. Péniche Mosaïque, quai au Hull, à Dunkerque. 35 F.

Abonnement pour la durée du festival : 200 F (repas végétarien, boissons, concerts des 1^{er} et 11 avril non compris).
Abonnement de soutien : à partir de 250 F.

Informations, contacts, réservations, abonnements :
Collectif Festival « Art et Anarchie »
c/o Humeurs Noires, BP 79,
59270 Mons-en-Baroeul.
Tél. : 20.56.92.75.

Théâtre

Violence et désir : l'« Amphytrion » de Kleist

ALCMÈNE, l'épouse du général Amphytrion apparaît sur scène troussée comme une femme violée, mais jouissante, béate et béante, livrée à son vainqueur qui la domine de sa taille surhumaine. « Alors, heureuse ? »

Il faut se laisser emporter par les images de cette pièce de Kleist à laquelle Daniel Braunschweig donne de nouveaux accents.

Tout le désir, affamé par cinq mois de guerre et de séparation, explose. L'Amphytrion, qui a passé la nuit avec cette femme, veut en plus lui faire avouer dans un abandon suprême qu'elle a joui comme jamais avant. Comme s'il était un amant et pas un mari. Il y parvient. Il veut être aimé pour lui. Tout en gardant l'air noble.

Puis survient le vrai mari, un peu mis à mal peut-être par la guerre malgré sa victoire ; il vient chercher le repos du guerrier et il s'étonne de se voir reçu avec désinvolture.

« Comment ? Moi ? J'étais là cette nuit ? Nous avons fait l'amour ensemble ? » Horreur, son épouse a couché avec quelqu'un d'autre qui serait lui. Elle le prétend du moins.

Jupiter, le dieu suprême, qui ne reconnaît pour seul maître que son désir, a pris les traits d'Amphytrion pour passer une nuit avec l'épouse fidèle de celui-ci.

Le vrai comique de la situation, d'entrée de jeu, repose sur le discours mensonger du messager Sosie, chargé d'annoncer à Alcmène l'arrivée imminente de son vainqueur d'époux, répétant le récit mensonger de la bataille qu'il va faire, à Alcmène la femme d'Amphytrion dans la meilleure tradition des récits nobles et avec tous les accents de la vérité. Lui, en réalité, il était resté sous sa tente à se bâfrer pour échapper au pire. Il n'a rien vu. C'est ainsi qu'on écrit l'histoire.

Mercurie trafiqué en Sosie, non content de lui ravir son identité d'esclave, laisse Sosie crever de faim devant son assiette bien remplie. L'aliénation de l'autre est telle qu'au lieu de se révolter il danse devant le buffet. Cette figure de Sosie, la plus humaine de la pièce, représentant du petit peuple qui se met à l'abri pour échapper à cette guerre où il n'a rien à gagner, admirablement jouée, préfigure Brecht.

Lui aussi a sa femme, Charis, mais il ne lui arrivera pas la même mésaventure qu'à son patron. Au grand dam de son épouse, Sosie est saturé par onze années de vie conjugale et Mercure, habitué à mieux, repousse ses avances.

Un Jupiter faussement souverain malgré la violence de son pouvoir absolu, hiérarchique, le dieu sur le

Photo : Elisabeth Carrecchio.



Chef, le Chef sur la femme, sur l'esclave. Le fin du fin de la violence et du pouvoir, et de la servilité devant le pouvoir : Amphytrion trop content qu'un dieu ait daigné jeter un regard sur son épouse et, en somme, désireux d'en tirer gloire, implore de lui un descendant. Jupiter daigne accéder à sa requête : ce sera le demi-dieu Hercule.

L'Histoire officielle gomme les avatars du désir trop humain et reprend ses droits. La seule qui n'ait

pas le droit à la parole, c'est Alcmène nullement ravie de ce dénouement terre-à-terre, elle qui fut transportée au septième ciel dans les bras de Zeus. Son « Ah ! » final, le « Ach ! » allemand pourrait aussi bien se traduire par un « Hélas ! ».

Étonnant spectacle, construit tout en biais sur des surfaces obliques qui adoptent des couleurs d'ardoise ou d'or, sombres ou argentées selon la tension dramatique, se fissurent, se déplacent comme des plaques géologiques, indiquent des ascensions et des chutes, des glaciations, des encerclements ; les acteurs se meuvent en équilibre instable sur ces divers niveaux : ils vont glisser, ils se hissent sur un rebord, mais pour se racrocher au dernier moment à du vide. A la fin de la pièce, une ligne horizontale le long de laquelle sont disposés les personnages vient « rétablir l'ordre » : Alcmène est sommée de choisir entre les deux Amphytrions, sous la pression d'un général des armées désireux d'en finir et de remettre les choses en place. Excellente scène de manipulation du désir, terriblement moderne.

Loin d'enlever, malgré l'aspect parfois vaudevillesque de la pièce, la dimension cosmique du mythe grec préservée par Kleist, Braunschweig a su la faire figurer au firmament bleuissant de la scène initiale entre Alcmène et Jupiter, à droite de la lyre, sous les traits de la constellation d'Hercule. Poétiquement, prophétiquement.

Cette mise en scène soulignée discrètement par la présence sur scène de deux excellents musiciens vêtus et chapeautés de noir à la façon yiddish, de merveilleux acteurs, cet ensemble fait passer certains monologues et quelques périodes kleistiennes présentant des longueurs ; les costumes Empire tout juste esquissés des personnages réactualisent pour mémoire cette période de violence des conquêtes napoléoniennes au cours desquelles la pièce fut écrite.

Excellent spectacle à voir d'urgence. ♦

MARIE-SIMONE ROLLIN

N.B. : *Amphytrion* de Heinrich von Kleist, une comédie d'après Molière, est jusqu'au 9 avril à l'Athénée - Louis-Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 75009 Paris.

« Le Legs » et « L'Épreuve » de Marivaux, au TEP

Une foule de spectacles fleurissent à Paris avec le printemps. Retenons les deux petites pièces de Marivaux, *Le Legs* et *L'Épreuve*, présentées actuellement au TEP, et réunies pour une même représentation. S'il ne fallait employer qu'un mot pour les qualifier, ce serait : une « merveille » de théâtre.

En effet, qu'on évoque le décor — d'une savante simplicité —, la mise en scène — si intelligente qu'elle en paraît évidente —, le jeu des acteurs — qui tissent avec brio délicatesse et précision —, tout est lumineux dans ces deux pièces... même la lumière, qui tient son rôle avec beaucoup de subtilité.

Alain Milianti, le metteur en scène, et son équipe ont su rendre à Marivaux toute sa force. S'appuyant sur une écriture dramatique implacable, conçue comme une mécanique à démonter les cœurs, ils ont « écrit » sur la scène tous les tourments des personnages aux prises avec l'amour : un geste et l'on saisit le désir, un pas en arrière et l'on perçoit le doute, la lumière baisse lentement et l'on pressent un apaisement. La fantaisie se fait humour, la férocité apparaît parfois ; on rit, on sourit, on pleure et l'on aurait envie de rester pour toujours assis à regarder l'âme humaine plongée dans le plus grand et le plus effroyable des délices.

Rappelons que Marivaux est un auteur « au programme » des lycées. De pareilles représenta-

tions pourraient bien susciter des vocations de théâtre, de littérature ou d'amour tout simplement. Les applaudissements des adolescents présents en témoignaient, toujours émouvants dans leur générosité.

Le TEP, fidèle à sa politique culturelle populaire de qualité et d'ouverture sur le quartier, propose des représentations à 19 h, ce qui est bien pratique quand on travaille le lendemain à huit heures. ♦

ELLI DROUILLEAU
(« Le Hallebardier », Radio Libéraire)

N. B. : Où joue-t-on les pièces citées :
— *Le Legs* et *L'Épreuve*, de Marivaux, au TEP jusqu'au 9 avril. Mercredi et jeudi à 19 h ; vendredi et samedi à 20 h 30 ; dimanche à 15 h.

LA SÉLECTION DU « HALLEBARDIER »

— *Agnès*, de Catherine Anne (reprise), au TGP de Saint-Denis jusqu'au 1^{er} avril. Du jeudi au samedi à 20 h 30 ;
— *Silence Personne*, de Richard Abecera, au Bouffon Théâtre jusqu'au 1^{er} avril. Du jeudi au samedi à 21 h ;
— *Les Oiseaux chantent Topor Ivre mort*, au théâtre de La Potinière jusqu'au 2 avril. Du jeudi au samedi à 19 h. Dimanche à 15 h.

SOMMAIRE

Page 1 : En Corse l'Etat recule (suite p. 3), L'autonomie contre l'instrumentalisation (suite p. 2).
Page 2 : L'autonomie contre l'instrumentalisation (suite de la « une »).
Page 3 : En Corse l'Etat recule (suite de la « une »), Manifestations antifascistes à Rouen et Dijon, Andrée Prévotel nous a quittés.
Page 4 : Russie : La lutte en usine, Rendez-vous, Associations.
Page 5 : De l'abstention à la révolte, Le 42.54.01.01 pour témoigner, alerter et lutter contre les lois Pasqua.
Page 6 : La démocratie : une machine à broyer les luttes sociales, Les caméras dans la ville, Ce que veulent les anarchistes.
Page 7 : Le capitalisme c'est le vol !,

Solidarité internationale avec le Chiapas, « Le Local » un lieu pour agir au quotidien.
Page 8 : Antimilitaristes pour la vie, La Seine-Maritime durement touchée par la carte scolaire, Lille : Le CCL Benoit-Brouchoux, Rendez-vous.
Page 9 : Y s'passé quoi ?
Page 10 : Bonaventure : une république éducative libérale, L'école Bonaventure entre Alpes, Piemont et Lombardie, « Chine. Fin de siècle... ».
Page 11 : Le dix-septième festival international de films de femmes, Lille : troisième édition du festival « Art et Anarchie ».
Page 12 : Violence et désir : l'« Amphytrion » de Kleist, « Le Legs » et « L'Épreuve » de Marivaux au TEP.